

A l'unisson

EN retenant, de longue date, le 1^{er} juin pour la tenue de la 10^e Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le M. R. A. P. se proposait de marquer une étape exceptionnelle dans son juste combat.

N'avons-nous pas eu raison depuis dix ans de dénoncer le péril mortel que faisait courir à la République la remise en selle de tous les hommes tarés du fascisme exhalant leur haine raciste et antisémite, jouissant de la mansuétude des uns et de la complicité des autres.

Voilà qu'un des premiers — et trop rares — actes de véritable défense républicaine décidé par le gouvernement est précisément la dissolution de plusieurs groupements fascistes dont le racisme était le pain quotidien.

Ni les mensonges, ni les slogans confusionnistes, ni les références à tel surhomme n'y peuvent rien. Les ennemis de la République, les tenants du pouvoir personnel, les comploteurs, ce sont ces hommes, ces groupements qui n'ont cessé de propager la haine raciste et antisémite. En d'autres temps peut-être se serait-on félicité d'entendre certaines voix reprenant le cri libérateur de la France résistante ; mais quelle dérision, quelle pitié que tous ces « Vive de Gaulle » sur l'air de « Maréchal, nous voilà » !

Il faut plus que cela, cependant, pour subjuguier un peuple qui, tant de fois, « sachant vaincre ou périr » a fini par conduire « les tyrans au cercueil », marquant son histoire de sublimes sursauts pour la défense de la liberté et le triomphe des Droits de l'Homme.

Comment douterions-nous de l'issue de ces journées historiques, alors que l'appel pour notre Journée nationale rassemble les noms les plus variés — les plus illustres aussi — de ce pays si profondément trempé aux traditions de l'humanisme.

Ah ! non, la France n'est pas mûre pour être livrée à la honteuse expérience d'une dictature fasciste. Notre peuple sait qu'à portée de sa main est la victoire immédiatement possible, à la condition que se réalise l'union des forces démocratiques pour sauver la République.

Le M. R. A. P., au sein duquel des hommes de bords politiques bien différents se rejoignent et combattent dans le respect des opinions de chacun, s'est toujours gardé de prendre des options par rapport à des questions n'ayant pas de liens directs avec notre préoccupation de déjouer le racisme et l'antisémitisme.

A pratiquer avec loyauté cette règle de conduite nous avons appris quelles gigantesques réserves de forces pouvaient se lever pour la défense des valeurs communes à tous les républicains.

Pour chaque antiraciste, c'est désormais le plus impérieux devoir que d'être partout au premier rang et de consacrer toutes ses forces à l'union pour la sauvegarde des libertés publiques et au rassemblement des énergies pour sauver la France du fascisme.

Liberté - Egalité - Fraternité. Gravé dans la pierre de nos édifices le glorieux tryptique l'est aussi dans des millions de cœurs.

Puissent, dans les heures qui viennent, tous ces cœurs battre à l'unisson et la République triomphera.

Charles PALANT,
secrétaire général
du M. R. A. P.

Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

Les comploteurs racistes et antisémites menacent ouvertement les institutions démocratiques

LE DEVOIR EST DE S'UNIR ET D'AGIR POUR QUE VIVE LA REPUBLIQUE !

Ils ont signé pour la 10^e Journée Nationale

CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX

L'appel lancé par le M. R. A. P. pour la 10^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix a été signé par les personnalités suivantes :

MM.
Léon LYON-CAEN, Premier Président honoraire de la Cour de Cassation, Président du M. R. A. P.

Georges DUHAMEL, André MAUROIS, de l'Académie Française, Armand SALACROU, de l'Académie Goncourt ; Frédéric JOLIOT-CURIE, Prix Nobel.

Robert BURON, Diomède CATROUX, anciens ministres, Mme Maria RABATE, MM. Léon HOVNANIAN, Guy DESSON, Pierre SOUQUES, députés, Mme Suzanne CREMIEUX, M. Raymond BARBE, Conseillers de l'Union Française ; MM. Henry TORRES, Waldeck-L'HUILLIER, sénateurs ; Elie BLONCOURT, ancien député ;

Jacques FONLUPT-ESPERABER, Conseiller d'Etat honoraire, Robert ATTULY, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation ; André BOISSARIE, ancien procureur

général, avocat à la Cour de Paris.

Dr SICARD DE PLAULOZES, Président d'Honneur de la Ligue des Droits de l'Homme ; Mme Germaine GUILLE, Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

Yves GANDON, Président de la Société des Gens de Lettres ; Claude AVELINE, Jean CASSOU, directeur du Musée National d'Art Moderne ; Mme Béatrix BECK, Alexis DANAN, Michel DROIT, Edmond FLEG, Yasu GAULERE, Francis JOURDAIN, Michel LEIRIS, Armand LUNEL, Albert MEMMI, Robert MERLE, Pie. MORHANGE, Jacques NANTET, Georges NEVEUX, Pierre PARAF, Jean-Paul SARTRE, André SPIRE, Gabriel TIMMORY, écrivains.

Manuel ROSENTHAL, compositeur ; ADLEN, Jean PICART LE DOUX, Mme Maxa NORDAU, artistes-peintres ;

Jean ROSTAND, Dr Jacques-Emile ZOLA ;

Yves CIAMPI, Louis DAQUIN, Alexandre KAMENKA, ci-

nastes ; Mme MADY BERRY, Habib BENGHIA, artistes dramatiques ;

Louis MASSIGNON, professeur au Collège de France, Président des « Amis de Gandhi » ;

Mlle Jeanne LEVY, M. Robert WAITZ, Dr Pierre WERTHEIMER, professeurs à la Faculté de Médecine, Jean DRESCH, ETIEMBLE, Jean FRAPPIER, Georges GURVITCH, M. HAISSINSKI, Jean-Jacques MAYOUX, I. MEYERSON, Marcel PRENANT, Evry SCHATZMAN, Laurent SCHWARTZ, professeurs à la Sorbonne ; Jacques CHAPELON, professeur honoraire à l'Ecole Polytechnique ; M. A. BLOCH, professeur à la Faculté de Lettres de Caen, O. POZZO DI BORGO, inspecteur général de l'Instruction Publique ; P. H. CHOMBART DE LAUWE, maître de recherches au C.N.R.S., Emile TERSEN, agrégé de l'Université.

Les pasteurs Henri ROSER et Maurice VOGE ;

M^{rs} Marcel HERAUD, ancien bâtonnier ; Maitres Etienne NOUVEAU, Gaston MAU-

RICE, Armand DYMENSTAJN, Marc JACQUIER, Yves JOUFFA, Marcel MANVILLE, Georges SAROTTE ; Le Docteur DALSACE, Adolphe ESPIARD.

Charles PALANT, Secrétaire général du M. R. A. P., M. SCHUSKIN, Président de l'Union des Sociétés Juives de France ; Dr B. GINSBOURG, Président du Cercle Bernard Lazare ; M^{rs} Charles LEDERMAN, Président de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide ; Mme Marijo CHOMBART DE LAUWE, ancienne députée, médaille de la Résistance, M. FANSTEN, Président de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs de France ; Dr DANOWSKI et I. BLUM, président et secrétaire général de l'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs ; Félix BRUN, président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants ; Dr SCHERR, président de l'Union des Etudiants Juifs de France.

(Voir en page centrale le texte de l'appel et les informations sur la Journée Nationale).

Le 13 mai à Alger

Notre ami M^{rs} Armand Dymenstajn, avocat à la Cour, membre du Bureau national du M. R. A. P., se trouvait à Alger depuis quelques semaines, pour raisons professionnelles, lorsqu'éclata le 13 mai, le mouvement factieux. Il put prendre l'avion, comme prévu, le soir même. Mais ses deux confrères, M^{rs} Gisèle Halimi et Pierre Braun, qui l'avaient accompagné à l'aérodrome, ont été arrêtés le lendemain sur le bateau qui devait les ramener en France. On lira avec intérêt le récit que fait Armand Dymenstajn de sa dernière journée à Alger.

LE mardi matin 13 mai, Alger s'était éveillé dans une certaine nervosité. Depuis deux jours le mot d'ordre de grève était lancé. Des tracts circulaient dans les quartiers populaires de Bab el Oued et de Belcourt, reproduits par les journaux dont celui de Alain de Sérigny : « L'Echo d'Alger ».

Le siroco qui soufflait et brûlait la ville depuis 6 jours — le dimanche 11 mai, la température atteignait 39° à l'ombre ! — était tombé aux premières heures de la matinée du lundi et, bien que le thermomètre marquât 22°, nous avions l'impression qu'il faisait très frais.

Durant la semaine les affichettes anonymes que nous avions vues à Paris : « Appelons de Gaulle » portant la croix de Lorraine et un homme les bras levés, s'étaient répandues sur les murs.

Pour la dernière fois..

Le dimanche soir, 11 mai, le « Comité de vigilance » groupant

CHOSSES VUES

par
Armand DYMENSTAJN

des associations d'Alger avait lancé l'appel suivant à la population :

« Le Comité de vigilance représentant les associations d'anciens combattants, groupements patriotiques et partis politiques organisateurs de la manifestation du 26 avril 1958, devant la constitution imminente d'un incontestable gouvernement d'abandon, demande à toute la population d'Alger de se consigner en état de mobilisation au service de l'Algérie... »

« Dès mardi 13 mai, à 13 heures, toute activité cessera dans la ville. La population entière de nos communautés se rassemblera en masse au (Suite page 4)

Un appel du M. R. A. P.

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M. R. A. P.) communique :

En ces heures graves où la France est menacée par la subversion fasciste, la place de chaque antiraciste est aux premiers rangs de la défense républicaine.

Les tentatives de destruction du régime démocratique, pour lui substituer le pouvoir personnel, sont le fait des hommes et des groupements qui n'ont cessé de propager la haine raciste et antisémite. En même temps que la République, ils mettent en danger toutes les valeurs qu'elle incarne : la liberté, la tolérance, l'idéal d'égalité, de fraternité entre les hommes, et d'amitié entre les peuples.

Le peuple de France, uni dans la diversité de ses origines, de ses convictions religieuses et philosophiques, a versé son sang, naguère, pour le rétablissement de la légalité républicaine : il saura aujourd'hui écarter de son destin le carcan honteux et criminel du fascisme.

Au nom de tous ceux qui ont souffert du racisme et de l'antisémitisme, et qui combattent pour en empêcher le retour, le M. R. A. P. adjure les élus et les pouvoirs publics d'intervenir avec toute l'énergie possible pour que soient mis hors d'état de nuire, tous ceux, quelle que soit leur fonction, qui agissent en contradiction avec la légalité républicaine.

Il appelle tous ses amis et militants à mobiliser partout l'opinion antiraciste, à coopérer avec les comités de lutte contre le fascisme, à œuvrer activement à l'union complète des forces républicaines, gage indispensable d'une victoire décisive sur les factieux.



A Paris, le 13 mai, à l'heure même où se déroulaient les émeutes d'Alger, des fascistes, Le Pen et Demarquet en tête, se dirigeaient de l'Etoile vers le Palais-Bourbon.

CE BLOC ENFARINÉ ...

NOUVEAUX JOURS est une de ces feuilles où, par la grâce de la IV^e République, le fascisme, le racisme osent dire leur nom. Mais la liberté laissée aux ennemis de la liberté, si elle autorise leur cynisme, n'exclut pas pour eux une formulation plus habile lorsque « le morceau est trop dur à avaler ».

Ainsi est-ce sous le titre « Vous n'avez rien à déclarer », qui coiffe une rubrique de ses lecteurs, que NOUVEAUX JOURS fait passer la part de la marchandise qui pourrait encore être taxée de contrebande.

Se faire dédouaner par un juif lorsqu'on préconise le port d'une étoile pour les Nord-Africains, voilà qui semble bien trouvé. Et il faudrait pouvoir citer toute cette lettre, signée S. Weiler, où il est écrit en substance : Pourquoi ne pas discriminer (le mot y est) les travailleurs nord-africains des hors-la-loi, en faisant porter aux premiers une étoile blanche ?...

...Les bons éléments qui gagnent honnêtement leur vie (!), ont un foyer (!!) et vivent comme les Français de la Métropole (!!!) pourraient, en quelque sorte, montrer patte... blanche. Je portais bien l'étoile jaune, moi (poursuit-il), et ne m'en portais pas plus mal ; c'était même comme un brevet de civisme...

C'est une assez belle performance que de faire vanter les vertus de l'étoile jaune par un juif, dans un journal antisémite, et de lui en faire proposer les avantages à une autre partie de la population, comme un certificat de bonne conduite.

Mais, pour si bien imaginé qu'il paraisse, ce « fidèle lecteur » et « collaborateur » occasionnel de NOUVEAUX JOURS ne nous convainc pas que des juifs puissent en cautionner les « collaborateurs » réguliers, comme Tixier-Vignancour ou Dides, dont l'antisémitisme n'est plus aux nuances. Car nous n'en sommes plus aux discriminations prudentes d'après la Libération, ni aux discriminations « provisoires » du début de l'occupation qui faisaient semblant de différencier les juifs anciens combattants, ou Alsaciens-Lorrains, voire porteurs de francisques, en attendant que fussent traités en juifs ceux que les Goebbels désignaient comme tels.

Ce « mort aux juifs » qui relentit en ces jours nouveaux, clamé ou inspiré par les mêmes, c'est de la discrimination en bloc.

C'est pourquoi le « Bloc » enfariné de NOUVEAUX JOURS ne nous dit rien qui vaille. Placé là pour jouer son petit solo de discrimination subtile, il voisine, dans la même colonne, avec un autre lecteur qui, lui, traite de canailles, bonnes à empoisonner, les Français qui ne considèrent pas l'opération de Sakiet comme une épopée glorieuse.

Le juif de service à NOUVEAUX JOURS pourrait être un sot comme il en existe et dont les malins tirent les ficelles. Mais celle-là est un peu grosse.

Disons qu'à tout le moins, l'étoile jaune de M. S. Weiler est cousue de fil blanc !...

Oncle TOM.

L'AFFAIRE DE LA RUE F. MIRON

► Trois révocations

A la suite des récents incidents de la rue François-Miron, au cours desquels des voies de fait ont été commises et des injures proférées contre 14 israélites algériens (et aussi un musulman qui, hospitalisé, n'a pu se faire connaître que quelques jours plus tard), M. le Préfet de Police vient d'adresser au secrétaire général du M.R.A.P. une lettre où l'on peut lire :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux résultats de l'enquête effectuée, j'ai prononcé l'exclusion des trois fonctionnaires qui avaient été mis en cause : l'un, brigadier-chef, pour avoir toléré injures et voies de fait, et avoir lui-même injurié et molesté ; les deux autres, gardiens de la paix, pour avoir proféré des injures et molesté, commettant ainsi des fautes graves de nature à déconsidérer la fonction.

« Comme vous pourrez le constater, il s'agit là de sanctions extrêmement lourdes »...

Ces sanctions justifiées répondent à l'émotion provoquée dans l'opinion par les brutautes racistes du 1^{er} avril. Le M.R.A.P. avait permis à cette émotion de s'exprimer avec force en organisant dès le 4 avril, dans la grande salle de l'Hôtel Moderne un grand meeting d'union et de protestation, auquel participèrent des républicains de toutes tendances. Une lettre aux pouvoirs publics et aux élus avait été adoptée dans l'enthousiasme à l'issue de la manifestation, et diverses démarches furent entreprises, appuyées notamment par plusieurs conseillers municipaux de Paris.

De ces journées de lutte ardente, on peut tirer cette importante leçon que l'action paie, et qu'il ne faut laisser sans ri-

poste immédiate aucune manifestation de racisme ou d'antisémitisme.

Ayant obtenu ces sanctions, les victimes ont renoncé aux poursuites correctionnelles, mais exigent une indemnisation, certains s'étant trouvés dans l'incapacité de travailler pendant plusieurs semaines en raison des sévices subis.

Deux monstrueux bourreaux ont la vie sauve

MAINTEANT grâciés, le général S.S. Oberg et son adjoint, le colonel S.S. Knochen peuvent envisager pour demain leur libération et, pour après-demain, les acclamations de leurs compatriotes, lorsqu'ils rentreront chez eux.

Tel est, en effet, le processus trop souvent suivi pour d'autres criminels de guerre dont la mise en jugement s'est éternisée.

Ainsi vont les choses dans le monde d'aujourd'hui, singulièrement oublieux.

Au fait bouleversant que des soldats français sont placés actuellement sous les ordres de Speidel (1), il nous faut ajouter cet autre fait, déconcertant, que des chefs, condamnés à la peine capitale pour d'innombrables mises à mort, sous les formes variées que nous énumérons plus loin, ont la vie sauve !

On peut être partisan ou non de la peine de mort, mais il faut bien constater qu'en France, elle est légalement appliquée. On peut être partisan ou non de la grâce présidentielle, mais il faut reconnaître que la Constitution française la réserve au seul chef de l'Etat. Celui-ci opte donc en conscience mais compte-tenu d'une conjonc-

(1) Le scandale est tellement patent que le Ministre de la Défense Nationale, sous la pression de l'opinion publique, a dû reconnaître le bien-fondé de l'attitude des fils de fusillés.

UNION

► Le M.R.A.P. propose à la L. I. C. A. une action commune

Une délégation du Bureau National du M.R.A.P., comprenant notre secrétaire général, C. Palant, le Dr Valentin et Jacques Katan, s'est rendue, le 11 mai au Congrès de la L.I.C.A., à l'Hôtel Moderne. Charles Palant, après une brève introduction, a lu à la tribune un message de notre Mouvement, dont on lira ci-dessous les passages essentiels :

« Votre Congrès national, comme notre Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, qui se déroulera le 1^{er} juin constituent deux grands événements antiracistes.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'opinion publique constate et approuve la détermination des antiracistes d'unir et de rassembler les forces nombreuses et puissantes issues des milieux les plus divers du peuple de France en vue de mettre fin à l'agitation des trublions antisémites et racistes.

Sans doute, chacune de nos deux organisations a-t-elle ses caractéristiques, voire ses méthodes propres d'action. Il n'en demeure pas moins vrai que nos vocations respectives sont étroitement complémentaires, et qu'aucune méthode, aucune forme d'action ne s'exclut, alors que l'ennemi commun a recours à tous les moyens pour imposer la renaissance des fléaux contre lesquels nous luttons.

L'opinion publique reste toutefois déconcertée devant la persistance des divisions qui nous séparent et de ce fait, des antiracistes restent en dehors de la lutte, qui font cruellement défaut dans nos rangs...

Camarades délégués au Congrès National de la L.I.C.A., nous n'avons pas voulu laisser passer vos assises sans marquer par notre présence solidaire, la volonté de rapprochement et d'action commune qui anime nos militants et notre Bureau National.

La Direction du M.R.A.P. mandate en outre ses délégués pour vous transmettre l'invitation cordiale de notre Mouvement à la prochaine Journée Nationale où nous souhaitons la présence d'une délégation de la L.I.C.A. dont les porte-parole pourraient intervenir librement dans les discussions qui s'y dérouleront.

Déjà nous sommes heureux de notre participation commune à des tentatives de rapprochement entre toutes les forces démocratiques françaises pour la défense des libertés publiques et des institutions républicaines. Mais la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est avant tout du ressort des organisations antiracistes. Notre union, saluée d'enthousiasme chaque fois qu'elle se réunit, ne doit pas découler de l'union de tous les démocrates. Elle doit précéder celle-ci, sinon la favoriser par son exemple et se manifester au grand jour.

C'est ce à quoi aspirent de nombreux antiracistes, et il est certain que si, à l'issue de nos assises respectives, une prise de position commune sur les nombreux points d'accord existant entre nous venait combler les vœux de nos amis actifs et inactifs, elle constituerait aussi un avertissement solennel aux forces mauvaises du racisme et de l'antisémitisme.

Ce message a été chaleureusement applaudi par les délégués présents. Tous les antiracistes, nous n'en doutons pas, approuvent l'initiative du M.R.A.P. et souhaiteront qu'il soit répondu favorablement à ses propositions.

NAZISME

► L'affaire ZIND

LE tribunal correctionnel d'Orléans, en Allemagne du Sud, a condamné à un an de prison sans sursis le professeur de mathématiques Ludwig Zind, accusé d'avoir tenu des propos antisémites.

(Suite page 3.)

Par
le général
Paul TUBERT

ture aux aspects multiples : psychologiques, moraux, politiques et humanitaires dont il serait malséant de discuter.

Aussi notre propos se bornera-t-il à des constatations incontestables pour tout homme de bonne foi :

- 1) La justice est lente : arrêtés après la Libération, Oberg et Knochen n'ont été condamnés à mort que le 9 octobre 1954 et grâciés le 27 avril 1958 ;
- 2) La justice est inconstante : rigoureuse pour les uns, indulgente pour les autres, elle est souvent en rapport inverse de l'énormité des crimes ;
- 3) La justice humaine défie parfois la morale humaine, comme dans le cas d'espèce évoqué ici.

LES Français ont la réputation d'avoir la mémoire courte, mais la multiplicité et l'horreur des forfaits du « boucher de Paris » et de son adjoint donnaient à penser que les victimes seraient vengées.

Des organisations, des journaux, des personnalités d'obédiences diverses ont exprimé l'émotion causée par cette situation paradoxale.

Car, à la charge des chefs S.S. en France occupée furent retenus :

— La constitution des fameux « groupes d'autoprotection » (!) des rues Lauriston et de la Pompe, du boulevard Flandrin, etc...

— Les arrestations collectives et individuelles suivies de tortures et de déportations (2) dans des camps de concentration où des « trains de la mort » débarquaient, déjà, à l'arrivée, un nombre impressionnant de cadavres ; la majorité des survivants n'étant que des morts en sursis, car les privations, les sévices et les maladies ne tardaient guère à les décimer ;

— L'enlèvement de 2.000 enfants juifs arrachés à leurs parents pour être enfermés dans les sinistres chambres à gaz ;

— Les exécutions sans jugement de détenus dans leur prison et d'otages complètement étrangers aux faits pour lesquels ils furent fusillés.

Quantité de Français passèrent ainsi de vie à trépas par ordre d'Oberg et de Knochen ou en application des instructions qu'ils donnèrent.

(2) Dont 120.000 Français pour le seul motif qu'ils étaient israélites.

PARFUMS DE LUXE

★
ANCIENS ETABLISSEMENTS

J. N. CHUNN

Société BENAL, Succ^r

NORMAN LIBERMAN, DIRECTOR

Société à Responsabilité Limitée
au Capital de 1.720.000 Francs

43, rue Richer - PARIS-IX^e

Tél. : TAITBOUT 42-06 et 52-35

★
1st Floor
NEAR FOLIES-BERGERE

SEJOURS EN FRANCE ET A L'ETRANGER

CIRCUITS EN AUTOCAR

Office de Voyages La Fayette

18, rue Bleue (Métro : Cadet) - Paris-9^e

Tél. : PRO. 96-52 et TAI. 68-23

TOUS BILLETS FER - AIR - MER

LOCATION THEATRE

VOYAGES ORGANISES EN ISRAEL

(Suite de la page 2.)

Le négociant Kurt Lieser, d'origine israélite, a rapporté la conversation qu'il eut le 23 avril 1957 dans un restaurant avec l'accusé. Ayant déclaré à Zind qu'il était demi-juif, celui-ci répondit : « Alors, on a oublié de vous faire passer par la chambre à gaz... D'ailleurs, on a gazé bien trop peu de juifs ! ». Au cours de la discussion, l'ancien membre des sections d'assaut traita le commerçant de « sale juif », le menaça de mort, et conclut qu'il fallait « exterminer le peuple juif ». Une tentative de réconciliation fut alors entreprise par l'inspecteur général de l'enseignement. L'accusé déclara qu'il ne ferait pas amende honorable devant un juif. Il se vanta même d'avoir assassiné des juifs en 1944 à coups de pelle sur la nuque au cours d'une opération militaire sur le front de l'Est.

Il aura fallu une multitude de plaintes pour que le gouvernement de la « Bonn Allemagne » se décide enfin à traduire ce distillateur de venin antisémite devant un simple tribunal correctionnel.

Au cours de l'audience, un ami de Zind, ancien nazi mal repentant, préposé dans sa ville au Service de la Jeunesse, vint insulter le tribunal dans le style hitlérien le plus pur. La salle était remplie de sympathisants fervents du prévenu et, circonstance plus affligeante, de ses élèves et anciens élèves « manifestement disposés », écrit un chroniqueur judiciaire, à prendre la chose par le côté humoristique ». Au plus violent de sa profession de foi antisémite, on voyait des hommes sourire.

Le reste de l'assistance accueillit les déclarations monstrueuses de l'accusé avec apathie. Grimaçant, gesticulant, il commença par affirmer que Hitler avait eu raison d'exterminer les juifs, que l'Etat d'Israël était un « lieu de peste » et ne parla des juifs qu'en ayant recours à des expressions ordurières.

L'un des avocats des juifs allemands qui se sont portés partie civile a reçu quinze lettres de menaces de mort.

Mais, fait plus grave : un professeur a pu instruire la jeunesse d'Offenbourg pendant dix ans, en proférant une authentique apologie de la bestialité, sans que l'administration de l'Education Nationale dont relève Zind ne donne le moindre signe de réaction.

Un an de prison pour sanctionner à la fois l'attitude actuelle de Zind et les assassinats de juifs dont il se vante, c'est bien peu !...

LE PARTI NAZI N'EST PLUS INTERDIT

L'interdiction du parti nazi qui avait été prononcée en 1945 par le Conseil de contrôle des Alliés, vient d'être rendue nulle et non avenue.

Cette décision a été prise par le Conseil Juridique du Bundestag. Ainsi, le parti national-socialiste et ses filiales, qui se sont déjà reconstituées clandestinement — avec le laissez-faire bienveillant d'Adenauer — revient à la « légalité ». Mais le Parti Communiste Allemand, qui compte dans ses rangs de nombreux résistants à l'oppression nazie, est toujours interdit et ses militants sont poursuivis.

Des vandales ont pénétré dans le cimetière juif de Stuttgart et ont renversé et démolé une vingtaine de pierres tombales.

SEGREGATION

Les Français vus... en noirs

Lu dans le journal « Aux Ecoutes » du 25 avril :

On sait qu'aux Etats-Unis, race blanche et race noire ne peuvent satisfaire leurs besoins naturels aux mêmes endroits.

Nos amis américains qui, pour le moment, ont une certaine tendance à voir les Français en noir, ont importé avec eux cette curieuse coutume.

Une grande compagnie de navigation américaine a, dans ses bureaux parisiens, installé deux lieux d'aisance dont l'un est strictement réservé au personnel de nationalité américaine.

Un plaisantin, qui ne manque pas d'humour y a collé un petit écriteau : « Américains seulement... gentlement, la porte à côté. »

Jusqu'à nouvel ordre, en France, ce genre de discrimination typiquement raciale n'est pas dans les usages et constitue une insulte, cette fois pour tous les Français. Tant il est vrai que le racisme ne saurait être limité et ceux qui ont la faiblesse de n'y point prêter attention lorsqu'il vise les « autres » doivent savoir qu'on est toujours le juif ou le nègre de quelqu'un.

Nous nous réservons d'ailleurs de faire une enquête au sujet de cette petite histoire de ségrégation des toilettes et d'y mettre fin.

L'ETAT D'ISRAEL A 10 ANS

L'ETAT d'Israël célèbre son dixième anniversaire. Les antiracistes ne peuvent être indifférents à un tel évènement.

Est-ce la paix, est-ce la guerre qui surgira des ferveurs, des hostilités suscitées par la jeune nation ?

A la veille de publier un livre autour de ce thème, autour de la vie politique, sociale, spirituelle de l'Etat nouveau d'Israël, en face des deux blocs, des pays arabes, des peuples du monde (1), je suis heureux d'exposer à nos amis de *Droit et Liberté* quelques-unes des réflexions que m'a suggérées cet ouvrage.

Je le fais avec la franchise que commande une telle tribune, une telle amitié, avec l'espoir aussi de dissiper quelques malentendus qui pourraient planer encore autour du fait israélien.

J'ai témoigné depuis plus de trente ans — en un temps où il ne bénéficiait pas de certaines amitiés qui peuvent aujourd'hui nous surprendre — à l'effort qui s'accomplissait en Palestine, qui se poursuit dans l'Etat in-

par Pierre PARAF

dépendant d'Israël, l'estime et l'admiration dues à une des belles aventures humaines de notre temps.

Ces sentiments, je les éprouve, en démocrate, en français, en israélite qui par longue tradition autant que par conviction personnelle, n'a jamais envisagé d'autre solution au « problème » que la totale intégration à la nation française.

Ancien et fidèle ami du sionisme, nulle persécution ne m'a fait dévier de cette ligne.

Ce n'est pas à nos adversaires qu'il appartient par leur comportement de dicter notre attitude. Ni Hitler, ni Pétain, ni leurs émules ne sauraient incliner les israélites à avoir jamais d'autre patrie que celle où ils se trouvent — que ce soit depuis des siècles ou depuis des années — et qu'ils ont librement adoptée.

Quand l'oppression les accable, c'est le plus souvent la trahison qui l'a suscitée. Contre l'une et l'autre, ils se dressent avec les autres Français

(1) L'Etat d'Israël dans le Monde (à paraître aux éditions Payot).

dont rien ne doit les séparer pour résister, pour vaincre l'ennemi raciste qui est aussi celui de leur pays et de l'humanité.

Mais il y a les autres : ceux dont les pères n'ont pas eu le bonheur de trouver une nation, ceux qui ont opté pour un Etat juif, en vertu de ce droit de vivre qui doit être reconnu aux peuples et aux hommes.

Et ceux-là ont donné la mesure de leur courage, de leur foi, de leur mépris des intérêts matériels, de toute une conception communautaire de la vie qui doit les rapprocher des travailleurs du monde communiste et non pas les en diviser. Il suffit d'avoir séjourné dans les *Kiboutzim* pour se convaincre de la rare valeur humaine d'une telle expérience.

Sans doute notre amitié n'abdiquera-t-elle point à l'égard des pays amis, ce droit de critique dont nous usons dans notre propre pays. Sans doute, toute attitude de cléricisme ou de chauvinisme, toute atteinte aux droits des minorités se heurterait-elle à notre opposition. Mais il convient, pour les juger équitablement, de tenir compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles se déroule l'existence des Israéliens, de la mort qui est à chaque instant leur compagne, de cet encerclement qui menace de les étouffer.

L'immense majorité du peuple d'Israël ne souhaite que la paix et l'amitié avec le monde arabe. Il répugnerait, ce peuple, à devenir — comme le souhaitent ces nouveaux amis encombrants et suspects, dont la voix crie « Vive Israël » et dont le cœur criait hier « A bas les Juifs » — une sorte d'avant-garde d'un bloc pour une troisième guerre mondiale. Et pas davantage le bouclier d'un colonialisme qu'il répudie.

Mais pourquoi tant d'appels israéliens restent-ils sans échos ? Pourquoi — la France exceptée — parmi ces Grands qui ont servi de parrains au jeune Etat en 1947, tant de suspicion ou de malveillance ? Pourquoi faire payer à une petite nation que l'on croit plus vulnérable, les conséquences de querelles qui dépassent ses frontières et se déroulent à l'échelle mondiale ?

Comme on voudrait que de tels regrets ne fussent bientôt plus que rétrospectifs ! Comme on voudrait voir la future Conférence au sommet placer parmi les premiers points de son ordre du jour la paix au Moyen Orient, et garantir la vie de ces nations, celle des pays arabes et celle de l'Etat d'Israël au milieu des territoires cent vingt fois plus étendus, accordés à ses cousins, après la victoire de 1918 !

Mais notre vœu n'est pas moins ardent de voir cet Etat remplir pleinement la mission de paix, de fraternité que leur assigne la pensée juive et qui la fit si souvent rejoindre la pensée révolutionnaire.

Alors que le M.R.A.P. rassemble dans un même idéal les consciences françaises autour de sa Journée Nationale, ces quelques réflexions ne s'insèrent-elles pas autour de notre pensée militante ?

Que pour tous les peuples et pour tous les hommes un rassemblement comme le notre fasse de ce printemps tardif l'annonciateur des temps meilleurs !

★ LE CARNET DE D.L. ● LE CARNET DE D.L. ★

NAISSANCE

Nous avons le plaisir d'annoncer la naissance de la petite Frédérique, fille de notre collaborateur Pierre Gerbal, membre du Bureau National du

Notre souscription

DONATEURS

- Caty, 1.000 ; Xavier Gazel, 500 ; Strygler, 3.000 ; Rubin, 1.000 ; Claude Paris, 1.000 ; Rubinstein, 3.000 ; Kremiski, 3.000 ; Dr. Rennert, 1.000 ; Edelman, 2.000 ; Swargier, 5.000 ; Polyne, 1.000 ; Meyer, 500 ; Alter, 500 ; Dr. Davidovici, 1.000 ; Frédo Seror, 10.000 ; Recueillis par M. Voldman, 4.300 ; Stain, 3.000 ; Failovic, 500 ; Sadenfis, 10.000 ; Szmul, 5.000 ; Simon, 20.000 ; Haimovici, 20.000 ; Recueillis par Tiar, 9.000 ; Birenbaum, 2.000 ; Ciora, 1.000 ; Zilberman, 10.000 ; Behar, 2.000 ; Jean Larue, 500 ; Albert Couvreur, 500 ; Hollender, 1.000 ; Adler, 2.000 ; Wroclawski, 1.000 ; Schenkier, 1.000 ; Meilochovitch, 1.000 ; Barchi, 500 ; Chaimanovitch, 1.000 ; Mincos, 5.000 ; Sem, 5.000 ; Thérèse Chenker, 3.000 ; Velikoff, 5.000 ; Kandelman, 5.000 ; Wajbrot, 1.000 ; Benveniste, 20.000 ; Tartakowsky, 1.000 ; Pink, 1.000 ; Rabotnik, 500 ; Moise, 3.000 ; Mme Irving, 500 ; Klodawski, 1.000 ; Rontchewski, 2.000 ; Voise, 500 ; Lowy, 1.000 ; Mlle Royer, 500 ; Paul Loeser, 1.500 ; Outzeko, 1.000 ; Ostrowieki, 1.000 ; Rotenberg, 5.000 ; Lucien Blavier, 1.000 ; Ruby, 1.000 ; Finifter, 15.000 ; Vinny, 3.000 ; Mme Hope, 1.000 ; Lipovetzki, 2.000 ; Kolpa, 1.000 ; Lebeau, 5.000 ; Block, 500 ; T.I.S., 10.000 ; Imerglik, 5.000 ; Noël, 5.000 ; Mme Clara, 50.000 ; Anonyme (10^e arrondissement), 20.000 ; M. Laurier, 20.000.

Cartes d'amis Montpellier, 3.100 ; collecte pour la défense des victimes de la rue François-Miron, 65.000 ; Un groupe d'amis anonymes, 38.000 ; Collecte 9^e arrondissement, 2.400.

SOCIETES

- Enfants de Lublin, 5.000 ; Kaluschyn, 5.000 ; Varsovie-Ochota, 50.000 ; Amis Israélites de France, 20.000 ; Kalisch, 15.000 ; Konsk, 10.000 ; Ozerow, 14.500 ; Siedlec, 50.000 (2^e versement) ; Wroclawieck, 10.000 ; Otocok, 5.000 ; Minsk-Mazowiek, 15.000 ; Szenstochow, 10.000 ; Chmelnik, 3.000 ; Plock, 10.000 ; Brest-Litvosc, 10.000 ; Piotrovok, 25.000 ; Praga, 25.000 ; Association de Versailles, 2.500 ; Amis Israélites de France (collecte), 9.000.

M.R.A.P. Toutes nos félicitations amicales et nos vœux les meilleurs.

NOS DEUILS

Jean Guignebert.

Nous avons appris avec une vive douleur la mort subite, à l'âge de 61 ans, de Jean Guignebert, brillant journaliste et chroniqueur de la radio, dont il fut directeur général à la Libération, en raison des services éminents rendus dans la Résistance, et qui à maintes reprises avait manifesté sa sympathie à notre journal et à notre Mouvement. Il y a quelques mois à peine « Droit et Liberté » publiait un article de lui sur l'affaire de « La Reine de Césarée ». Nous exprimons à la famille de Jean Guignebert nos sincères condoléances.

Le Dr Weill-Hallé.

La cause de la paix et de la fra-

ternité entre les hommes perd un de ses éminents défenseurs en la personne du professeur Weill-Hallé, de l'Académie de Médecine. Nos amis avaient, à diverses reprises, apprécié ses articles où s'exprimait la passion raisonnée de ce grand honnête homme. Très souvent aussi, ils l'avaient applaudi dans les manifestations du M.R.A.P.

Que Mme Weill-Hallé et sa famille trouve ici l'assurance de notre douloureuse sympathie.

Georges Paillet.

Le professeur Georges Paillet, vice-président de l'Union Française Universitaire n'est plus. Défenseur de toutes les justes causes, il apporta fréquemment au M.R.A.P. l'appui de son organisation. Que sa famille et nos amis de l'U.F.U. trouvent ici l'expression de nos condoléances.

VOUS DITES ?

Lu récemment dans « Carrefour » (où M. Bidault vient de se rallier à De Gaulle) :

« Au moment où l'ambassadeur de Bourguiba à Paris allait s'envoler pour Tunis, M. Mendès-France a donné l'accolade à M. Masmoudi, en présence de tous les apôtres de la démission... Il est dans la vocation ancestrale de M. Mendès-France de donner des baisers de Judas. Mais celui qu'il trahit n'est pas celui qu'il étirent : c'est la France, dont il y a moins de quatre ans, à Carthage, il signait l'arrêt de mort ».

Question à M. Michel Debré, qui est l'un des principaux collaborateurs de « Carrefour » :

Vous êtes, Monsieur le Sénateur, le petit-fils du grand rabbin de Neuilly ; aimez-vous la lâcheté de laisser passer sans un mot de protestation l'infamie antisémite qui s'étale dans votre journal ?... N'importe qui peut attaquer la politique de M. Mendès-France, mais mettre en cause le leader radical du seul fait de ses origines, c'est

complice... D'ailleurs, vous n'êtes pas dégoûté ; partisan de la politique de force en Algérie, vous êtes bruyamment appuyé par tout ce que le pays compte d'antisémites et vous n'articulez pas un mot contre l'activité des groupements fascistes qui sont et ne pensent qu'à être antisémites.

Quant à la manifestation de sympathie dont M. Masmoudi a été l'objet avant son départ, tout le monde sait que les personnalités qui y ont pris part, telles que le professeur Louis Massignon, M. Fernand Grenier, M. Gilles Martinet et tant d'autres, relevaient des « vocations ancestrales » les plus variées. Au reste, Judas et Jésus appartenaient au même peuple !

Aux Editions du Scorpion, vient de paraître un ouvrage, « La mauvaise conscience », d'un certain Vivian Martignac. On peut relever, dans la présentation de couverture :

«Droit et Liberté» répond ici aux mensonges racistes

« Que la conjoncture internationale ait permis à la juiverie de se partager les meilleurs morceaux de notre patrie ne nous regarde pas. Nous serions bien ingrats d'oublier que ces gens-là ont souffert sous Hitler. On se charge d'ailleurs de nous le rappeler périodiquement. (Cf. « Le Journal d'Anne Frank »). Et ceux qui prétendent que les Juifs ne sont pas les seuls à avoir souffert sous le régime nazi sont tout simplement de la graine d'antisémites.

« De même que ceux qui affirment que nos amis sémites n'ont pas toutes les qualités... Le lecteur jouerait donc un mauvais tour à l'auteur et à l'éditeur s'il considérait cet ouvrage comme antisémite. On y reconnaît aux Juifs leurs qualités : la persévérance, la dissimulation, un parfait manque de pudeur et aussi cet admirable don de ne croire en rien qu'ils métamorphosent à volonté pour égayer les naïfs et les faibles... »

Et, en exergue, sous le titre

« La Mauvaise Conscience » : « ... Cette effroyable pensée juive qui dénature et corrompt ce qu'il y a de meilleur en nous... ».

Question à ce monsieur : Quels « meilleurs morceaux de la patrie » se sont donc partagés les 120.000 Juifs massacrés par les hitlériens et les milliers de combattants juifs tombés sous l'uniforme ? Comment ce que vous appelez la pensée juive pourrait-elle « dénaturer et corrompre ce qu'il y a de meilleur en nous », si, précisément, les juifs ont pris le meilleur ?

Les élucubrations racistes s'accroissent fort bien — ce n'est pas nouveau — des contradictions les plus criantes.

Quant à la prétention ridicule de l'auteur d'attribuer à l'ensemble des juifs des défauts (ou même des qualités) en bloc, c'est tout simplement la négation des réalités sociales, la négation de la vie. La sagesse populaire ne dit-elle pas : « Il y a partout des bons et des mauvais » ?...

Roger MARIA.

S'UNIR ET AGIR pour que vive la République!

TANGUY-PRIGENT, député

Dans l'immédiat il s'agit de savoir si le monde du travail va laisser une petite minorité de factieux (avec ou sans uniforme) renverser la République. Pour ma part, je ne le crois pas. Les sujets de mécontentement sont nombreux et justifiés, bien sûr. Mais le peuple de France n'est pas Griboffle. Il ne permettra pas l'installation d'un régime totalitaire qu'une loi inexorable — quelle que soit la qualité de l'homme — entraîne toujours à une répression cruelle, au mouchardage, à un esclavage indigne et finalement à la guerre...

Passionnément attaché à la République et au socialisme démocratique, militant depuis trente-trois ans, toujours discipliné, j'affirme ma conviction que la défense de la République exige en ce moment l'action cohérente et résolue de TOUTES les masses travailleuses de la nation.

JACQUES DUCLOS, député

Ce qui, pour nous, compte par-dessus tout, c'est l'avenir du pays, la sauvegarde de la République et des libertés démocratiques...

Il s'agit de savoir si dans les circonstances présentes la sauvegarde de la République va être assurée, ou si nous verrons s'instaurer dans notre pays une dictature militaire et fasciste.

C'est ce qui préoccupe le peuple de France lequel dans ses masses profondes est résolu à sauver, avec les libertés démocratiques, la possibilité d'aller de l'avant vers un avenir meilleur...

Tous les travailleurs, tous les républicains doivent s'unir et agir pour barrer la route à De Gaulle, pour briser toute tentative de coup d'Etat...

PIERRE MENDES-FRANCE, député

...Or une sédition éclate à Alger; des civils et des militaires prennent de graves décisions en invoquant le nom du général de Gaulle et aussitôt ils obtiennent que la voix du 18 juin s'élève, pour justifier, hélas! leur comportement...

Cette voix leur offre un répondant dans la métropole. Qu'elle le veuille ou non, elle cautionne les fauteurs de division...

Le gouvernement mènera sa tâche à bien s'il se montre inébranlable...

FRANÇOIS MITTERRAND, député

Les représentants du peuple affirment avec vous, contre les exégèses subtiles, contre les affirmations brutales et les coups de force, que la République s'identifie à la patrie...

Contre la sédition, toute hésitation et tout retard, tout compromis serait manquer un service de l'Etat.

P.-J. TETGEN, député

Dans l'immédiat, le devoir du gouvernement est parfaitement clair: il doit protéger le régime contre les séditions. Il doit rétablir la discipline de l'armée et l'unité de la nation.

...Pour sauver le pays, nous ne comptons ni sur un homme ni sur une aventure...

BENOIT FRACHON, secrétaire de la C.G.T. La classe ouvrière réagira avec vigueur, comme le 12 février 1934. Elle s'unira pour une puissante action qui balayera les factieux.

La C.G.T. n'a jamais cessé de dénoncer les ennemis de la classe ouvrière et de la République, invitant à l'union tous les travailleurs, toutes les organisations syndicales, pour agir avec plus de force.

Le moment est venu de réaliser cette union totale.

FORCE-OUVRIERE

Le Bureau national de F.O. demande que, sans perdre de temps, les hommes qui sont au pouvoir assurent désormais, par leurs actes, la pérennité des institutions républicaines.

La Commission exécutive de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne mandate son bureau pour prendre toutes mesures nécessaires par la situation, y compris la grève générale, si la défense des libertés démocratiques l'exige.

La C.F.T.C.

Le Bureau de la C.F.T.C. déclare solennellement que la classe ouvrière et le pays républicain se dresseront, si besoin est, pour barrer la route au fascisme et assurer la défense des libertés démocratiques.

DENIS FORESTIER, secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs

Ce qui me semble déterminant, c'est la communauté de réaction de toutes les grandes organisations syndicales, qui ont annoncé qu'elles n'hésiteraient pas à lancer le mot d'ordre de grève générale si les circonstances l'imposaient.

Il serait essentiel que les initiatives syndicales soient coordonnées, l'enjeu est trop grave. Nous nous opposons au pouvoir personnel, qu'il soit sous une forme directe ou indirecte.

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE

La Fédération de l'Education Nationale dénonce la campagne nettement orchestrée tendant à tromper l'opinion publique légitimement inquiète pour favoriser l'installation d'un pouvoir personnel. Elle considère que l'attachement aux institutions démocratiques manifesté par la classe ouvrière organisée met le pouvoir légal dans l'obligation de refuser des concessions successives qui aboutiraient à l'installation progressive du pouvoir personnel.

Les organisations dissoutes... et quelques autres

LORSQU'ONT éclaté les émeutes d'Alger, l'un des premiers actes, à Paris, des pouvoirs publics fut de dissoudre quatre organisations: le Mouvement Jeune Nation, la Phalange Française, le Parti Patriote Révolutionnaire, le Front d'Action Nationale.

Ces organisations, nos lecteurs les connaissent bien, pour la virulence de leur agitation antisémite et raciste, en même temps qu'antirépublicaine. Maintes fois, nous les avons dénoncées — ainsi que d'autres d'ailleurs — à l'occasion des attentats, des manifestations, des violences, des excitations à la haine dont elles se sont rendues coupables.

Les mesures prises contre ces ligues factieuses et certains de leurs chefs sont absolument justifiées et loyales. Même si, en apparence, il n'y a pas de rapport direct entre la mise à sac des bâtiments officiels en Algérie et l'explosion d'une charge de plastic à Montpellier, Angoulême ou Hendaye; entre les agissements d'un Pinay et les cris de «mort aux juifs» dans une réunion électorale...

Ce rapport existe, en fait. Les événements qui se succèdent depuis le 13 mai ont permis de mieux le comprendre. En quelques jours, le complot antirépublicain s'est révélé dans toute son étendue, dans ses formes multiples. Et ce n'est pas un hasard si Soustelle (via Genève) et Biaggi (via Madrid) sont partis le même jour à Alger; si de Sérigny, homme de Pétain, fait appel à De Gaulle; si Le Pen et Massu lancent à la même heure les mêmes slogans, l'un aux Champs-Élysées, l'autre au Forum, chaleureusement approuvés par Tixier-Vignancour.

Le Mouvement Jeune Nation

Des quatre ligues dissoutes, le Mouvement Jeune Nation (M.J.N.) était le plus ancien et sans doute le plus actif. Fondé il y a près de neuf ans, il était dirigé par Jacques et Pierre Sidos, fils d'un adjoint de Darnand, le chef de la Milice.

Ses militants ne se contentaient pas d'inscrire dans le métro et sur les murs de Paris la «croix celtique», leur emblème. Partout où des réunions démocratiques sont attaquées, au Vél d'Hiv contre Mendès-France, au Quartier Latin ou ailleurs, on retrouve leurs groupes de choc. Partout où l'on cric smort aux juifs», salle Wagram en 1936, sur les Champs-Élysées en mars 1937, dans les préaux d'école du 18^e arrondissement, des nerfs du M.J.N. sont présents. «Mort aux juifs», ils l'écrivaient dernièrement encore, en signant de leurs initiales, sur l'enceinte du Carreau du Temple; ils le crient dans leurs tracts, dans leurs réunions. Rappelons cette déclaration publique de Pierre Sidos: «Hitler n'était pas assez antisémite, car il admettait des ardens d'honneur...» Tout un programme!

La Phalange Française

La Phalange Française: un titre qui lui aussi est un programme. Chemises brunes, salut fasciste, drapeaux à croix fléchées, tout était conçu pour faire revivre l'image du nazisme dans ses réunions où paraissait «le chef» Charles Lucat (de son vrai nom Charles Gastaut), fier d'être le neveu de Déat. Là aussi, l'antisémitisme, le racisme le plus grossier étaient de rigueur. «Fidélité», la feuille de l'organisation, exprimait par son titre même, comme par ses articles, sa filiation hitlérienne.

Le Parti Patriote Révolutionnaire

La presse a publié naguère les photos de Biaggi, mitraillette au poing, entraînant ses troupes de choc dans les environs de Paris. Cela ne l'a pas empêché de poursuivre ses activités en fondant le Parti Patriote Révolutionnaire (P.P.R.) lié aux Volontaires de l'Union Française. Biaggi aime à se définir par rapport aux grands hommes du passé. Son maître: Napoléon. Sa bête noi-

re: Robespierre. Comme avocat, il s'est distingué dans la défense des tortionnaires de la Gestapo de la rue de la Pompe et de plusieurs collabos notoires. Avant de se mettre à son compte à l'enseignement du P.P.R., il dirigeait le service d'ordre du R.P.F., dirigé par De Gaulle. Il fut l'organisateur des émeutes du 6 février 1936 à Alger... où il s'est rendu plusieurs fois avant les événements du 13 mai.

Le Front d'Action Nationale

Tout en ayant des activités secrètes (préparation de plans de guerre civile, entraînement militaire) les organisations précitées se manifestaient publiquement par des réunions et même dans la rue.

Par contre, il semble que le Front d'Action Nationale (F.A.N.) a eu jusqu'à ces derniers temps, une vie entièrement clandestine, sur laquelle les pouvoirs publics n'ont fait à ce jour aucune révélation.

..

Le 13 mai, ces ligues factieuses ont tenté de réaliser, à l'Étoile, une réplique parisienne des émeutes d'Alger et, les jours suivants, des rassemblements aux cris de «A bas le régime!» «De Gaulle au pouvoir!» «Les députés à la Seine!»... Réprécées par la population, elles ont, certes, lamentablement échoué. Mais leur culpabilité demeure. Et elles n'étaient pas seules.

Quelques autres

En tête du cortège qui descendit, le 13 mai, de l'Étoile à la Concorde, se dirigeant vers l'Assemblée Nationale, marchaient, avec Biaggi et Sidos, les députés Le Pen et Demarquet.

Tous deux sont «chefs» d'une autre organisation fasciste, le Mouvement National Combatant (M.N.C.), affilié au Comité d'Action des Associations Nationales d'Anciens Combattants, où figurent également, par exemple, les Volontaires de l'Union Française (Biaggi) et les Forces Françaises d'Indochine, dont le président d'honneur est... le général Salan.

Ce n'est pas la première fois depuis le 6 février 1934, que l'on voit les associations d'anciens combattants dites «nationales» manifester avec les ligues antirépublicaines.

Quant à ces ligues elles-mêmes, dont les chefs collaborent étroitement, dont les membres se déplacent fréquemment de l'une à l'autre suivant les besoins de «l'action», on peut se demander pourquoi quatre seulement d'entre elles ont été frappées. Pourquoi pas le Rassemblement National de Tixier-Vignancour, le Bloc National, le Mouvement National Révolutionnaire? Pourquoi pas les groupes de choc poujadistes qui, dans plusieurs villes, se sont révélés récemment en possession de stocks importants de plastic? Sans parler de groupements en apparence plus académiques mais tout aussi hostiles au régime républicain, comme l'Association pour défendre la Mémoire du Maréchal Pétain, l'Union des Intellectuels Indépendants, l'Association Jeanne d'Arc (fondée par Weygand), le Comité de Défense des Peuples Opprimés (sic), etc... que le journal «Artaban» citait récemment parmi les groupes «nationaux» aux côtés des quatre ligues dissoutes. Sans parler de l'U.S.R.A.F., chère à MM. Soustelle, Bidault, Duchet et Morice.

On peut certes se féliciter des premières mesures prises, que nous réclamions depuis longtemps. Mais l'existence d'autres groupes tout aussi nocifs, les excitations à la haine distillées par leurs journaux, montrent que, pour se défendre des attaques dirigées contre elle, pour combattre le racisme et l'antisémitisme, négations de son idéal, la République se doit de poursuivre dans la voie enfin ouverte et les républicains de rester vigilants.

Des faits qui donnent à penser

Ceci dit, l'agitation ouvertement fasciste — assaisonnée de racisme et d'antisémitisme virulents — qui est le fait de groupes relativement restreints, ne doit pas masquer les autres aspects du complot antirépublicain.

C'est un fait que, bénéficiaires de cette agitation, s'appuyant sur elle, les comités de salut public d'Alger, tout comme De Gaulle à Paris, se gardent bien de la dénoncer. Mieux: ils contribuent à l'entretenir, en reprenant ses thèmes essentiels.

Tout s'éclaircit, brusquement, le jour où, comme sur un signal, les nerfs de «Jeune Nation» se mettent à crier non seulement «Les députés à la Seine» mais aussi «Vive de Gaulle», et s'écroent à tracer des croix de Lorraine au lieu de croix celtiques.

Et elles sont bien compromettantes pour un Salan, à qui l'on confie l'ordre républicain, pour un De Gaulle qui se prétend «arbitre», les cautions de Tixier-Vignancour et de Dides à l'Assemblée Nationale, de Xavier Vallat dans «Aspects de la France», de Cousteau et Rebatet dans «Rivarol». Déjà, en novembre dernier, Poujade n'avait-il pas lancé cet appel: «Tournons-nous vers De Gaulle!»

Autant de faits qui doivent donner à réfléchir à ceux qui conserveraient le vain espoir d'un «pouvoir fort», d'une «petite dictature», militaire ou non, capable, malgré tout, de sauvegarder les valeurs fondamentales auxquelles nous sommes attachés.

Aujourd'hui comme hier, c'est certain, si la République succombait, si le pouvoir personnel s'instaurait, ce serait le triomphe de la racaille fasciste, antisémite et raciste. Souvenons-nous: il n'y a pas d'Hitler sans Rosenberg, pas de Pétain sans Darnand.

Ports d'une lourde expérience, les antiracistes le savent. Ils se dressent et se dresseront contre ceux qui tentent de contrecarrer, de gêner ou de discréditer le fonctionnement normal des institutions républicaines, car ceux-là ont obligatoirement partie liée avec les racistes.

Le combat pour la République est NOTRE combat.



Le coup de force d'Alger, la première déclaration du général De Gaulle, puis sa conférence de presse ont soulevé en vagues successives l'indignation de la France républicaine.

Une vive émoi on s'est emparé des milieux les plus divers, qui s'est exprimée par d'innombrables déclarations de personnalités et résolutions d'organisations. Il serait vain de vouloir les citer ou les énumérer toutes, qu'elles émanent des partis politiques (socialiste, communiste, radical, U.G.S., U.D.S.R.), des Syndicats, des anciens combattants, des anciens déportés, des organisations de jeunesse, d'organisations juives comme l'U.J.R.E., l'Union des Sociétés juives, l'Union des Engagés Volontaires et Anciens combattants juifs, des Amis de «Témoignage Chrétien», de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire, des Anciens Combattants de la Résistance ou de la Ligue de l'Enseignement.

Le M.R.A.P., quant à lui, a fait entendre aussitôt sa voix dans deux résolutions (voir page 6); il s'est en outre associé à divers groupements pour un appel commun et participe activement, par son président et son secrétaire général, aux travaux du Comité National de Résistance au Fascisme.

Dans de nombreuses villes de France, se sont déroulés et continuent d'être organisés de puissants meetings républicains, rassemblant des milliers et des milliers de personnes.

Des débrayages ont eu lieu dans les centres industriels.

Il faut constater, dans tous les cas, l'irrésistible courant d'union qui se développe, et qui s'est traduit par la constitution d'un grand nombre de comités antiracistes dans les localités et les entreprises. Déjà, une trentaine de comités de vigilance, groupant les différentes tendances de l'opinion républicaine, existent sur le plan des départements. Tous ces comités éditent des tracts, organisent la vigilance et la riposte aux menées antirépublicaines.

Que ce courant se maintienne et s'affirme — et le fascisme ne passera pas!

La ziposte

L'APPEL pour la 10^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

La France connaît actuellement une recrudescence inquiétante de l'agitation raciste et antisémite dont un passé récent a tragiquement illustré les funestes conséquences.

Le racisme et l'antisémitisme, exacerbés par le drame algérien, sapent dangereusement les bases du régime républicain, en même temps qu'ils dégradent l'homme par les passions et les violences qu'ils engendrent.

Contre ces perversions, que condamnent le cœur et la raison, il importe que les Français de toutes opinions réaffirment, en ces heures gra-

ves, leur fidélité inébranlable à la démocratie et à l'amitié avec tous les peuples.

C'est pourquoi, les soussignés proposent la tenue d'une JOURNÉE NATIONALE contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le dimanche 1^{er} juin 1958, à Paris, au Palais de la Mutualité.

Ils invitent les personnalités, groupements, collectivités qu'anime l'idéal des Droits de l'Homme à s'associer dans les formes qu'ils jugeront les plus opportunes, à cette large rencontre nationale et au rassemblement des énergies antiracistes.

Où commence le complot?

À Alger, depuis le 13 mai, règne un gouvernement militaire, s'appuyant sur les coups les plus racistes, les plus réactionnaires, sur les partisans de la guerre à outrance et de son extension.

Le pouvoir de fait qui existe à Alger s'oppose ouvertement au gouvernement de Paris et se dresse contre le régime républicain lui-même.

En France, des groupements et des hommes connus pour leurs positions fascistes se solidarisent sans réserves avec les émeutiers d'Alger.

Le général De Gaulle vitupère le système des partis, se porte candidat pour le pouvoir personnel et, loin de condamner le coup de force d'Alger, approuve, encourage ses artisans qui, d'ailleurs, se réclament de lui.

Les ennemis de la République soutiennent chaleureusement De Gaulle, tandis que des manoeuvres sournoises s'essouffent pour lui faciliter la prise du pouvoir.

TELS SONT LES FAITS. Il faut les rappeler, dans leur nudité objective, après ces dix jours qui ébranlèrent la République. Il faut s'y référer obstinément, à une heure où d'incroyables efforts sont entrepris pour les masquer ou pour les déformer.

CONTRE LA LEGALITE

Qui détient le pouvoir à Alger? Parmi les responsa-

bles et les bénéficiaires du coup de force, il est malaisé de différencier les civils des militaires. On a dit que ceux-ci entendaient «maintenir l'ordre», et même, paradoxalement, les pouvoirs de la République ont été confiés au général Salan. On a fait état de discussions internes.

Pourtant l'armée au pouvoir était bien la revendication des ultras, qu'ils exprimaient déjà lors de la manifestation du 26 avril, où ils s'élevaient contre le régime.

En France, des groupements et des hommes connus pour leurs positions fascistes se solidarisent sans réserves avec les émeutiers d'Alger.

Le général De Gaulle vitupère le système des partis, se porte candidat pour le pouvoir personnel et, loin de condamner le coup de force d'Alger, approuve, encourage ses artisans qui, d'ailleurs, se réclament de lui.

Les ennemis de la République soutiennent chaleureusement De Gaulle, tandis que des manoeuvres sournoises s'essouffent pour lui faciliter la prise du pouvoir.

TELS SONT LES FAITS. Il faut les rappeler, dans leur nudité objective, après ces dix jours qui ébranlèrent la République. Il faut s'y référer obstinément, à une heure où d'incroyables efforts sont entrepris pour les masquer ou pour les déformer.

Inscriptions antisémites sur le Mémorial du Martyr Juif inconnu

L'inscription «Mort aux juifs!» a été barbouillée à plusieurs reprises, ces derniers jours, sur les murs du Mémorial du Martyr Juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnien.

On signale un grand nombre d'inscriptions semblables dans les locaux du métro, notamment à la station Gare du Nord.

D'autre part, un correspondant nous envoie de Rouen, un tract qui a été distribué dans les boîtes aux lettres de tout un quartier. On peut y lire, par exemple, que «les éléments juifs fournissent la force motrice au communisme et au capita-

lisme, pour la ruine matérielle et spirituelle de ce monde» et que «le régime permet à plus de 700.000 juifs de voler nos logements».

Le tract (anonyme) se termine par cet appel: «Il faut réduire nos fils, propager les listes de juifs, former des groupes de propagande, recopier et faire circuler nos tracts...»

Qu'il s'agisse des inscriptions ou des tracts, la loi prévoit le châtiment des excitations à la haine antisémite. Les pouvoirs publics se doivent, dans tous les cas, de rechercher rapidement les coupables et de sévir avec vigueur.

Un témoin raconte la journée du 13 mai à Alger

(Suite de la page 1)
Plateau des Glières à 15 heures, pour manifester son opposition à une investiture inacceptable, à l'heure même où se réunira l'Assemblée Nationale.

Les autorités civiles qui avaient pourtant interdit, du bout des lèvres, la manifestation du 26 avril, restèrent silencieuses, comme elles restèrent silencieuses lorsque le secrétaire général de l'U.S.R.A.F.-Algérie (dont le Président national est Soustelle) adressa le 9 mai un télégramme à M. le Président de la République, reproduit le lendemain 10 mai par «L'Echo d'Alger»:

«Parfaitement conscients du péril grandissant qui menace la France à travers l'Algérie, nous nous adressons pour la dernière fois à vous... Nous vous rappelons et vous renouvelons nos appels précédents, nous espérons qu'ils seront enfin entendus avant que l'irréparable ne se produise», comme elles restèrent silencieuses à la publication par «L'Echo d'Alger», le 10 mai, de la lettre ouverte du Comité d'entente et d'action des anciens combattants et cadres de réserve d'Algérie «aux Ministres et Ministriables» qui se terminait ainsi:

«Ministres et ministriables, laissez vivre la France et l'Algérie! Vous êtes lamentables! Partez! Admettez-le, Messieurs, vous êtes incapables! La France, malade peut-être, est encore robuste et saine et vous l'asphyxiez. Elle a besoin de spécialistes et elle se meurt avec des charlatans.

«Ne nous obligez pas à vous chasser!»
Ce mardi 13 mai, «L'Echo d'Alger» en première page et sur trois colonnes, appelait au «Rassemblement de Masse à Alger, organisé par le Comité de Vigilance pour un gouvernement de Salut Public»; il rapportait l'ordre de grève générale de 13 à 20 heures.

Deux manifestations

Primitivement deux manifestations devaient se dérouler dans l'après-midi, la première à 15 heures, au Plateau des Glières, à l'appel du «Comité de Vigilance pour un gouvernement de Salut Public»; la seconde, une cérémonie officielle au Monument aux Morts à 18 heures en hommage à la mémoire des trois soldats français condamnés à mort et exécutés par le F.L.N.

Les journaux du matin avaient tous publié l'«Avis très important» du Comité de Vigilance:

«La manifestation prévue pour cet après-midi, à 15 heures est reportée à 17 heures pour des raisons d'ordre pratique.

Un vacarme assourdissant

Effectivement dès le début de l'après-midi, les commerçants bas-

sèrent leur rideau, les cinémas fermèrent leurs portes, les autobus regagnèrent leurs dépôts, les taxis rentrèrent dans leurs garages. A 13 heures, la grève était effective et totale, de Bab el Oued à Balcourt. Tous les cafés étaient clos, les éventailes des marchands de journaux avaient disparus, il n'y avait plus de cireurs de chaussures, il n'y avait plus de mendiants, la ville était déserte.

Des voitures munies de haut-parleurs circulaient rappelant l'ordre de grève, invitant la population à se rassembler au Plateau des Glières. Vers 14 heures des groupes de jeunes gens portant des drapeaux tricolores et criant «Algérie Française» ou «L'Armée au pouvoir» ces mêmes cris qui avaient scandé le défilé militaire du 8 mai, parcoururent les grandes artères de la cité, notamment le long du boulevard du Front de Mer où ils firent cesser le travail aux employés des banques à leur poste et aux ouvriers imprimeurs de «L'Echo d'Alger» soi-même.

Bientôt d'autres groupes, entassés sur des camions, parcoururent les rues en criant les mêmes mots d'ordre, tandis que des files de voitures particulières essaient à vive allure, toutes barrières de croix de Lorraine, d'inscriptions, telles que «Vive de Gaulle», «L'Armée au pouvoir». Les conducteurs klaxonnaient à qui mieux mieux, attirant aux fenêtres et aux balcons des gens curieux, pendant que les passagers faisaient le plus de bruit possible.

Dans le ciel bleu, la brume matinale avait fait place à un soleil éclatant; un hélicoptère, tel un énorme moustique bourdonnant, volait bas au-dessus des toits et tournait sans arrêt. Un peu partout et surtout aux principaux carrefours se trouvaient des membres des Unités Territoriales, vêtus de l'uniforme kaki d'été.

A proximité du Palais de Justice, des ambulances militaires stationnaient. Hormis les U.T. déjà signalés, il n'y avait pratiquement pas de militaires dans les rues, sauf aux alentours de la Casbah, effectivement débarrassée des barages et rouleaux de fils de fer barbelés qui en obstruaient les issues (1), notamment rue Rovigo où les petites patrouilles de spahis au calot rouge faisaient consciencieusement leur ronde monotone.

L'émeute commence...
Vers 15 heures, la population algéroise apparut sur les trottoirs et se dirigea vers le Plateau des Glières, les jardins Laferrière; elle avait l'aspect calme et endormi des jours de repos, elle ne pouvait être confondue avec ces groupes d'étudiants qui, comme je l'appri plus tard, mettaient à sac le Centre Américain, rue Michelet. De toutes parts les gens convergeaient vers le lieu de rassemblement. Le soleil avait encore les couleurs vives des robes, jupes et corsages des femmes, des jeunes filles et les teintes claires des chemises des hommes, qui ne marchaient plus sur les trottoirs mais

empruntaient la chaussée des rues d'Isly, du boulevard Carnot, de la rue Michelet.

Bien avant 17 heures, le Plateau des Glières était noir de monde, la masse des gens se perdait tout à fait jusqu'aux pieds du magnifique bâtiment du Gouvernement général, par delà les jardins aux arbres luxuriants. A chaque passage de l'hélicoptère, des applaudissements jaillissaient de la masse et des cris «Vive l'armée!» «L'Armée au pouvoir», retentissaient. Les avions volaient suffisamment bas pour que soient visibles leurs saluts amicaux qui suscitaient un regain d'applaudissements et de cris. Bientôt des groupes de jeunes s'attachèrent aux enseignes du «Journal d'Alger» qui furent brisées, arrachées, la foule toujours plus dense et plus surexcitée se mit à conspuer les noms de Chevallier, maire d'Alger, de Mgr Duval, archevêque d'Alger, de François Mauriac...

Le monument aux morts jouxté le Plateau des Glières, et dans cette ambiance allait se dérouler la cérémonie officielle. A 17 h. 45, la musique du 5^e R.C.A., suivie d'un détachement armé marchant superbement au pas, traversait la ville, par la rue Waisse, la rampe qui mène rue d'Isly, se rendant au Monument aux Morts. La foule dense et compacte s'écartait pour leur laisser un mince passage, les applaudissements déferlaient ainsi que les cris «L'Armée au pouvoir».

Une demi-heure plus tard ils s'en revenaient par le même chemin. Je

m'en retournai également. Je devais m'envoler pour Paris le soir même, il me fallait me préparer.

Un immense danger pour la République

A l'hôtel je retrouvai mes deux confrères du barreau de Paris M^r Gissèle Halimi et M^r Pierre Braun; ce dernier qui n'avait pu trouver de chambre partageait fraternellement la mienne.

Passe 20 heures, quelques cafés, très peu nombreux ouvrirent leurs portes. Comme il n'y avait pas de taxi, ni de bus, mon confrère et ami M^r Pierre Braun m'accompagna en m'aidant à porter ma valise jusqu'au «Mauritania» immonable ultramoderne qui sert d'aéroport d'Air-France.

Les rues étaient calmes et silencieuses, il n'y avait que de rares passants, point de soldats.

En faisant enregistrer mes bagages j'entendis une femme qui parlait également à Paris dire que la radio annonçait que le Général Massu avait formé un «Comité de Salut Public».

Dans le Bréquet-deux-Ponts qui m'emportait, dans la nuit vers Paris, via Marseille, je me pouvais m'em pêcher de songer que tout cela n'avait rien de spontané, bien au contraire. J'avais la sensation physique d'un immense danger pour la République.

(1) Voir «Droit et Liberté» de septembre 1957.

POUR QUE VIVE LA RÉPUBLIQUE !

JEAN-PAUL SARTRE

La solitude de cet homme enfermé dans sa grandeur lui interdit, en tout état de cause, de devenir le chef d'un Etat républicain. Ou ce qui revient au même, interdit à l'Etat dont il sera le chef de demeurer une République.

M. DANTON, président de l'Union Nationale des Etudiants de France

Nous sommes indignés devant les méthodes des gens d'Alger, elles nous paraissent incompatibles avec les traditions républicaines.

Nous sommes prêts à nous défendre; en aucun cas, nous ne laisserons sans réplique une tentative de coup de force contre la République.

L'UNION DES SOCIÉTÉS JUIVES

La communauté juive appréhende le lendemain avec angoisse, car le passé l'a instruite que le fascisme, c'est l'antisémitisme, c'est la discrimination, la persécution, que le fascisme c'est la guerre...

L'U.S.J.F. appelle au soutien actif de tous tous les efforts qui seront faits, d'où qu'ils viennent, pour défendre la République, la démocratie et la liberté.

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE

Devant la gravité des périls qui pèsent sur l'Etat républicain, le Grand-Orient de France lance aux francs-maçons le mot d'ordre de défense républicaine.

LA JEUNE REPUBLIQUE

La Jeune République réaffirme son attachement résolu au gouvernement légal, seul dépositaire des pouvoirs de la République.

Elle appelle tous les républicains à la plus grande vigilance et les invite à participer aux comités locaux de résistance au fascisme.

L'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

Le Bureau National de l'Union de la Gauche Socialiste « se félicite de la réaction unanime des organisations syndicales et de la création de centaines de comités de vigilance dont la loi d'urgence ne doit pas entraver le développement et l'action. »

Il appelle tous ses militants et tous les républicains « à renforcer l'action pour barrer la route au coup de force et pour rendre impossible toute capitulation devant le pouvoir personnel ».

LES AMIS DE

« TEMOIGNAGE CHRETIEN »

Les amis de Témoignage Chrétien participeront côte à côte avec tous les démocrates à la défense du régime républicain et des libertés. Il leur est demandé de prendre une part active à l'action menée dans ce sens par les organisations syndicales, politiques...

LA FEDERATION DES OFFICIERS DE RESERVE REPUBLICAINS

Les officiers et sous-officiers républicains demandent au gouvernement de destituer immédiatement les officiers qui sont entrés en rébellion et de prendre contre eux et leurs complices civils des sanctions exemplaires... L'armée française armée de la nation, ne peut remplir ses missions que si elle est une armée républicaine.

Le M. R. A. P. dans l'action contre le fascisme

« Il faut rapidement créer un Comité national de Résistance au Fascisme » écrivait le Dr Hovnanian, député de la Seine, dans le numéro de mars de « Droit et Liberté ».

Ce Comité existe depuis le 8 mai. Il compte de très nombreuses personnalités représentant les courants les plus divers de l'opinion républicaine. Citons entre autres : Louis Alvergnat, Pierre Bloch, André Boissarie, Claude Bourdet, Pierre Cot, Albert Detraz, Paul-André Falcoz, Mme Yves Farge, Louis Fournier, Mme Brigitte Gros, Raymond Guyot, Claude Hazard, Charles Hérnu, Léon Hovnanian, Claude Lanzmann, François Mauriac, André Philip, Georges Rino, Jean-Paul Sartre, Jean Schaefer, Bertrand Schneider, Laurent Schwartz, Mme Françoise Seligman, Louis Vallon, Mme Andrée Vienot, le pasteur Voge, André Voguet, ainsi que Léon Lyon-Caen et Charles Palant, président et secrétaire général du M.R.A.P., Bernard Lecache et Georges Delbos, président et secrétaire de la L.I.C.A.

Le Comité a tenu récemment une conférence de presse à l'Hôtel Moderne, au cours de laquelle Louis Fournier, Léon Hovnanian, Jean-Paul Sartre, Jean Schaefer, Pierre Bloch, André Philip, Ray-

mond Guyot, Claude Bourdet, Claude Hazard, et Charles Palant sont intervenus, se félicitant de l'union déjà réalisée et appelant à l'action résolue de tous les antifascistes.

Le 20 mai, le Comité National de Résistance contre le Fascisme a adopté, en réunion plénière, une déclaration soulignant les menaces qui pèsent sur la démocratie, et demandant au gouvernement d'organiser la défense de la République, ce qui implique :

1°) Qu'il refuse obstinément de céder devant le chantage d'Alger. C'est la complaisance des gouvernements de Paris qui a permis l'installation du fascisme en Algérie. Si aujourd'hui, le gouvernement légal de la République sait se montrer inébranlable, les factieux d'Alger, isolés, ne peuvent tenir longtemps et seront obligés de rentrer dans la légalité ;

2°) Qu'il n'hésite pas à utiliser les pouvoirs spéciaux que lui confère la loi instituant l'état d'urgence pour mettre hors d'état de nuire tous les complices, militaires, parlementaires ou autres, dont disposent les conjurés d'Alger sur le territoire métropolitain ;

3°) Qu'il ordonne l'affichage dans toutes les casernes de Fran-



La tribune à la conférence de presse du Comité national de Résistance contre le Fascisme.

ce et d'Algérie, de l'appel du Président de la République ;

4°) Qu'il laisse se développer librement l'action des masses populaires pour la défense des libertés et la lutte contre le fascisme. Loin de gêner, une telle action ne pourrait que le renforcer.

D'autre part une déclaration commune alertant le peuple français a été publiée par les organisations suivantes : Ligue des Droits de l'Homme, M.R.A.P., L.I.C.A., Syndicat National des Instituteurs, Union Nationale des Etudiants de France, Comité Audin, Anciens du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient,

Association de sauvegarde pour la défense des institutions judiciaires, Comité de résistance contre le fascisme, Comité de vigilance antifasciste de la Résistance, auxquels se sont associés la Fédération autonome de l'Education Nationale et le Syndicat général de l'Education Nationale de la C.F.T.C.

Nous nous félicitons de ces prises de positions vigoureuses dans l'union. En particulier, tous les antiracistes se réjouiront de voir le M.R.A.P. et la L.I.C.A. participer en commun à la défense de la République, inséparable de notre combat antiraciste.

Deux appels aux antiracistes

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) communique :

La grave menace qui pèse sur les institutions démocratiques à la suite du coup de force d'Alger requiert de toute urgence des mesures énergiques des pouvoirs publics contre les coupables et leurs complices et le regroupement de toutes les forces républicaines que le M.R.A.P. n'a jamais cessé de préconiser pour faire échec aux menées factieuses, inséparables de l'agitation raciste et antisémite.

En ces heures d'une gravité exceptionnelle, le M. R.A.P. appelle tous les antiracistes à se mobiliser pour défendre les idéaux républicains pour lesquels ils ont toujours combattu. Il leur demande de s'associer partout, dans l'union, à la riposte antifasciste indispensable et, au besoin, de la promouvoir.

L'heure n'est plus aux divisions subalternes. Antiracistes, républicains de toutes tendances, unissons-nous et agissons pour barrer la route au fascisme, au racisme et à l'antisémitisme, pour faire triompher la paix et l'amitié entre les peuples.

Paris, le 14 mai 1958.

Le Bureau National du M.R.A.P. réuni, le 16 mai 1958, salue les républicains de toutes tendances qui se sont dressés et continuent à se mobiliser, dans l'union pour barrer la route au fascisme, lequel porte en lui, inexorablement, le racisme et l'antisémitisme, avec leur cortège de haines, de violences, et d'atteintes à la dignité humaine.

Le Bureau National se félicite de la dissolution de plusieurs groupes factieux dont il n'a cessé de dénoncer les menées racistes et antisémites.

Il met en garde l'opinion contre tous ceux, quelles que soient leurs fonctions et si haut placés soient-ils, qui tentent de contrecarrer, de gêner ou de discréditer le fonctionnement normal des institutions républicaines.

Réaffirme solennellement l'attachement de tous les antiracistes à la Constitution de notre pays et leur ardente volonté d'agir pour sa défense, pour le respect des prérogatives du Parlement et le maintien des libertés publiques.

Paris, le 16 mai 1958.

OU COMMENCE LE COMLOT ?

(Suite de la page 5.)

ami de Biaggi et co-fondateur du P.P.R.; avec Pierre Lagailarde, ami de Le Pen, qui organisa, le 13 mai, la marche sur le ministère de l'Algérie; avec Lucien Neuwirth, maire-adjoint de St-Etienne, qui s'est rendu à Alger quelques jours avant l'émeute, après avoir rencontré De Gaulle; avec Soustelle enfin, et les députés gaullistes Dronne et Arrighi.

« NOUS REMONTERONS LES CHAMPS-ELYSEES »

Le 13 mai, Massu envoie au Président de la République ce télégramme: « Vous rendons compte création Comité Salut Public sous ma présidence, moi, général Massu... Exigeons création à Paris d'un gouvernement de Salut Public ».

Et au balcon du ministère de l'Algérie, il proclame: « Nous ne quitterons les lieux que lorsque le Conseil de Salut Public sera formé à Paris »...

Quelques jours plus tard, le ton n'est pas différent. Le 22 mai, Massu déclarait au Forum:

« L'armée ici a le pouvoir. Salan est le seul patron civil et militaire. Il le demeurera jusqu'à ce que nous soyons arrivés à nos fins, c'est-à-dire la constitution d'un gouvernement de salut public à Paris. En attendant, Soustelle est notre ami et notre con-

seiller... »

Et Salan, remerciant les manifestants pour les cris « L'armée au pouvoir » lancés pour le saluer, proclamait: « Dites-vous bien que nous sommes unis indissolublement. Nous remonterons tous ensemble les Champs-Élysées... »

Ainsi, non seulement les insurgés font fi du gouvernement légal et de la République: ils menacent d'intervenir directement en France même pour le renverser.

Pendant ce temps, ils s'organisent. Le comité de salut public algérien prend la forme d'un véritable gouvernement, avec différentes commissions (relations intérieures, extérieures, information, sécurité, affaires économiques, activité sociale, éducation, jeunesse)...

Les préfets fidèles à la République sont expulsés. Ni le ministre de l'Algérie ni aucun autre ne peut se rendre à Alger sans danger d'être « jeté à la mer ». Radio-Alger organise des émissions de caractère subversif à l'intention de la France métropolitaine.

Quant à l'appel du Président Coty donnant l'ordre à l'armée de « rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République française », il n'a été ni diffusé ni publié en Algérie. Et ce n'est plus l'emblème national qui flotte à Alger sur les bâtiments publics, mais le

drapeau à croix de Lorraine. D'ailleurs, les méthodes en vigueur à Alger s'apparentent d'assez loin à l'esprit républicain. Censure des informations, et même information dirigée, arrestations de journalistes et d'avocats: autant d'indices qui ne trompent pas.

L'AME DU COMLOT

Une constatation s'impose: quelles que soient la jactance et les ambitions de ses chefs, le mouvement d'Alger se serait rapidement affaibli s'il n'avait été encouragé de l'extérieur. Massu l'a avoué, à un moment où la partie lui paraissait presque perdue. Les insurgés attendaient, dès le 13 mai la venue de Soustelle, ils croyaient que Pflimlin ne serait pas investi et que De Gaulle, porté au pouvoir par les manifestants de Paris constituerait dans les 24 heures un « gouvernement de salut public ».

L'espoir revint vite, cependant, avec Soustelle, qui quitta la France avec une facilité déconcertante, bien que placé sous la surveillance de la police. Après les déclarations de De Gaulle, demandant à « assumer les pouvoirs » puis se solidarisant explicitement avec les auteurs du coup de force, ce fut du délire.

Dès lors, le complot eut une âme. Une longue chaîne de complicités apparut, visant à ligoter la République. « Le message de De Gaulle

est tel que nous l'espérons », écrivait aussitôt Alain de Sérigny dans « l'Echo d'Alger ». « Notre orientation est axée sur De Gaulle » soulignait encore le colonel Lache-roy, au nom du « comité de salut public ».

NOTRE DEVOIR

Tout cela se passe de commentaire. Et si complexe soit la situation à Alger, les républicains sont en droit d'exiger des mesures rapides et énergiques pour qu'une enquête mette à jour tous les aspects du complot et que soient châtiés les coupables, tous les coupables.

La République a le devoir de se défendre, car ses adversaires, sans scrupules, sont prêts à profiter de toutes ses faiblesses à leur égard: ce qui passe à Alger en est la preuve.

Nous, antiracistes savons d'expérience que la démocratie est indivisible. On ne peut séparer les trois idées de la belle devise républicaine: LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE. Toute atteinte aux libertés démocratiques ne peut que porter atteinte à toutes les valeurs républicaines, à cette égalité des hommes sans distinction de race, à cette fraternité pour lesquelles nous combattons.

Combattre le racisme et l'antisémitisme aujourd'hui, c'est, plus que jamais, défendre la République.

DROIT ET LIBERTE

15, Fg Montmartre - Paris (9^e)
Tél. : PRO. 82-78

Tarif des abonnements

FRANCE ET COLONIES
Un an : 500 francs
PAYS ETRANGERS
Un an : 700 francs
ABONNEMENT DE SOUTIEN :
1.000 francs
TARIF SPECIAL
POUR LA BELGIQUE
Cpte Ch. Post. : 6070-98 Paris
Pour les changements d'adresse
envoyer 40 francs et la dernière
bande
Le gérant : Ch. OVEZAREK

Il y a 15 ans, le Ghetto de Varsovie s'insurgeait ...

Une grande barricade de la Liberté

Le 15^e anniversaire de l'insurrection du Ghetto de Varsovie a eu lieu le 19 avril. Cette date a profondément marqué l'histoire de la résistance polonaise et internationale pendant la deuxième guerre mondiale. Ce jour-là, en effet, le premier combat de rue de quelque importance dans l'Europe occupée était engagé par cette catégorie de la population que l'hitlérisme avait le plus humiliée et persécutée et qu'il avait le plus cruellement décimée. Cette lutte, les Juifs de Varsovie l'avaient livrée dans les conditions les plus tragiques et les plus défavorables : la majorité écrasante de leurs coreligionnaires avait été exterminée, ils étaient séparés du reste du monde, sous la contrainte, et insuffisamment armés.

par

Bernard MARK

Directeur de l'Institut Juif d'Histoire de Varsovie

Ce fut une insurrection aux accents tragiques peu communs, empreinte en même temps d'une grande fraternité. Aussi, tant en raison du combat lui-même poursuivi du 19 avril à la mi-juillet 1943 au cœur de la grande ville de Varsovie contre la machine, encore puissante à l'époque, des S.S. et de la Wehrmacht, que du caractère exceptionnel de cette épopée et des enseignements qu'on en a tirés, cette date mérite l'attention particulière de toutes les organisations d'anciens combattants de la Résistance et victimes de l'hitlérisme dans le monde entier, qui se doivent d'honorer la mémoire des combattants du Ghetto.

L'insurrection dans le Ghetto de Varsovie ne fut pas un acte de désespoir, mais l'aboutissement de longs préparatifs engagés par la résistance du Ghetto et d'une action antifasciste permanente. Avant même que les occupants hitlériens ne procèdent à la destruction massive de la population juive, le Bloc Antifasciste fut créé au sein de la Résistance du Ghetto de Varsovie auquel adhèrent les Communistes (P.P.R.) ainsi que les organisations sionistes de gauche (Haszomer Hatzair, Hechalutz, Poale Sion). Le Bloc propagait la lutte armée contre l'occupant, organisait les premiers groupes de combat, cherchait à établir des contacts avec la Résistance antifasciste polonaise, il était spirituellement lié à la résistance internationale. La terreur sanglante de l'occupant ne parvint pas à maîtriser le Bloc. En octobre 1942, après la première liquidation du Ghetto à la suite de laquelle plus de 300.000 Juifs varsoviens trouvèrent la mort au camp de Tremblinka, fut créée l'Organisation Juive de Combat qui rassemblait, outre les groupes énumérés ci-dessus, les combattants du Bund et d'autres organisations. L'Organisation Juive de Combat, après avoir exterminé sur le lieu du Ghetto les traîtres et les collaborateurs, organisa et dirigea l'insurrection.

Les manifestations commémoratives

A Varsovie de grandioses cérémonies commémoratives du XV^e anniversaire de l'insurrection du ghetto se sont déroulées les 19 et 20 avril, avec la participation de nombreuses délégations venues du monde entier. C'est en présence des membres du corps diplomatique et des délégations étrangères, après l'hommage de l'Armée polonaise, que fut lancé un appel solennel à tous les peuples pour empêcher le retour aux horreurs perpétrées par le nazisme et le racisme.

A Paris, une foule nombreuse a participé à la manifestation du Souvenir organisée à l'Alhambra par l'Union des Sociétés Mutualistes Juives de France.

Grande affluence également pour les soirées commémoratives organisées par les Anciens Déportés Juifs, dans diverses villes de province, notamment à Toulouse, Nancy, etc...

A Clermont-Ferrand, l'allocution fut prononcée par le secrétaire général du M.R.A.P., Charles Palant, au cours d'une imposante manifestation présidée par M. Simonet, conseiller municipal, représentant le sénateur-maire. A la tribune se trouvaient notamment Mme Leclanche, des Réseaux et Maquis d'Auvergne; MM. Marchat, de l'Union Progressiste; Ardelier, des Etudiants Radicaux; Collange, du Parti Communiste français; Bernard, secrétaire de l'Union de la Gauche socialiste; Ankaoua, président de la Communauté juive; Valentin, de la Fédération Laïque; Vigouroux, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme; Wingly, président des Etudiants africains; le professeur Lagarde, de la Fédération de l'Education Nationale, Mme Daïdé, de l'Union des Femmes Françaises; MM. Aizenkat, de l'U.J.R.E.; Brodaez, de la F.N.D.I.R.P.; Dantziger et Vidal, du M.R.A.P., etc...

Les jours précédents, l'héroïsme des combattants du ghetto de Varsovie avait été évoqué par les instituteurs dans les écoles de Clermont-Ferrand et un professeur de lycée était venu à la soirée avec tous les élèves de sa classe.

Celle-ci fut déclenchée dans la matinée du 19 avril 1943 avec l'attaque, par la jeunesse de l'Organisation Juive de Combat, d'une expédition punitive composée de plusieurs dizaines de milliers de S.S., de policiers et de soldats de la Wehrmacht qui pénétra dans le Ghetto.

Dans les rangs des insurgés luttèrent côte à côte des anciens membres de la « Brigade Dombrowski », la jeunesse des écoles juives, des ouvriers et des étudiants, des sionistes, des communistes et des membres du Bund. Leur mot d'ordre était : « S'il faut périr, périssons avec honneur dans le combat ». Au-dessus des positions des insurgés flottaient le drapeau rouge, le drapeau polonais blanc et rouge ainsi que l'étendard blanc et bleu. L'appel des insurgés juifs à la population polonaise contenait le mot d'ordre fameux : « Nous luttons pour votre liberté et la nôtre ».

La majorité des combattants périt dans une lutte inégale menée contre des chars, l'artillerie, les avions et les explosifs de l'ennemi qui, ne reculant devant aucun moyen, incendia le Ghetto, fit sauter les maisons et même les ruines, ainsi que les bouches d'égout. Ayant survécu grâce à l'aide de la Garde Populaire et de quelques groupes de l'Armée Nationale (A.K.), une poignée d'insurgés poursuivit la lutte contre l'occupant nazi dans les rangs des partisans.

Chaque année la Pologne honore la mémoire des

Un message du Président Léon LYON-CAEN

M. Léon Lyon-Caen, premier président honoraire de la Cour de Cassation, président du M.R.A.P., qui avait été invité à Varsovie pour la célébration du 15^e anniversaire de l'insurrection du Ghetto, a adressé aux organisateurs de la cérémonie du 19 avril, le message suivant :

Je remercie vivement le Comité constitué pour célébrer la révolte du Ghetto de Varsovie d'avoir bien voulu me convier à participer à cette solennité.

N'étaient mon âge et ma santé, j'aurais eu à cœur d'y assister.

Pour tout Français digne de ce nom, la date que vous commémorez est une des plus grandes et des plus glorieuses de l'histoire de l'humanité. Car elle rappelle comment une poignée de héros, martyrs de bonne foi, ont montré, jusqu'à ce qu'ils soient contraints de succomber sous le nombre, ce que peuvent, au milieu des pires souffrances, des hommes libres luttant contre les plus cruels oppresseurs.

Honneur aux Résistants du Ghetto de Varsovie, camarades des Résistants de France.

héros du Ghetto. Les manifestations organisées cette année à Varsovie à l'occasion du 15^e anniversaire de ce combat peu commun ont revêtu une ampleur toute particulière. Mais la signification de cette insurrection dépasse les frontières de la Pologne. « Le bulletin du champ de bataille du Ghetto doit être lu sur tous les secteurs du grand front de l'humanité », écrivait à juste raison, pendant les journées d'insurrection, un des journaux illégaux de la Pologne occupée.

Aucun homme aspirant sérieusement à la paix dans le monde et respectant la mémoire des victimes de l'hitlérisme ne peut rester indifférent à ce grand anniversaire qui évoque les crimes de l'hitlérisme, l'horreur de la guerre et la lutte héroïque des hommes cernés dans le Ghetto et qui, d'une vallée de larmes, firent une grande barricade de la liberté.

★ La vie du M.R.A.P. ★ La vie du M.R.A.P. ★

La recrudescence de l'antisémitisme et du racisme dans la dernière période, a suscité des ripostes diverses.

Le M.R.A.P., initiateur du grand meeting du 4 avril à l'Hôtel Moderne pour protester contre les brutalités racistes de la rue François-Miron a organisé de nombreux meetings et réunions à Paris et en province, dans le cadre de la préparation de la Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix.

Signalons en particulier les réunions de BEZIERS et MONTPELLIER (auxquelles ont participé notre rédacteur en chef, Albert Lévy, et auxquelles assistaient les personnalités les plus diverses et les représentants de multiples organisations).

A CLERMONT-FERRAND s'est tenu un grand meeting antifasciste, rassemblant plus de 600 personnes, au cours duquel A. Lévy a également pris la parole au nom du M.R.A.P.

Tout dernièrement, des réunions antiracistes ont eu lieu à PARIS dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 10^e, 11^e, 14^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements avec la participation de M^r Armand Dymenstajn, Charles Hutman, M^r Imerglik, S. Arbitourer, M^r Manville, membres du Bureau National, et Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P.

D'autre part, le M.R.A.P. s'est associé à diverses initiatives. Un message, chaleureusement accueilli par l'assistance, a été adressé par le président Lyon-Caen au meeting organisé le 25 mars au Casino Saint-Martin par la Fédération des Anciens Combattants Juifs.

De même, au meeting tenu le 28 avril, sur l'initiative de l'Union des Etudiants Juifs de France, auquel étaient représentés les organisations suivantes : M.R.A.P., L.I.C.A., C.R.I.F., A.M.I.F., U.J.R.E., Union des Israélites Séphardim, Cercle Bernard-Lazare, Union des Engagés Volontaires et Anciens Combat-

tants Juifs, « Michmar », etc... Tour à tour prirent la parole, le Dr. Scherr, le grand-rabbin Schilli, le professeur Evry Schatzman, l'amiral Kahn et notre secrétaire général, Charles Palant, qui présenta le message du président Lyon-Caen.

Le 5 mai, sur l'initiative de l'U.J.R.E., s'est tenue une conférence d'organisations juives contre l'antisémitisme et le fascisme, sous la présidence d'Albert Youdine. Notre ami Albert Lévy est intervenu au nom du Bureau National du M.R.A.P. A l'issue des débats, une résolution a été adoptée pour une préparation active de la 10^e Journée Nationale, et une autre en faveur d'une action commune entre le M.R.A.P. et la L.I.C.A.

Signalons enfin que, dans le cadre de la préparation de la Journée Nationale du 1^{er} juin, des orateurs du M.R.A.P. ont pris la parole dans de nombreuses sociétés.

Et voici les Bons de Soutien 1958

« Si je suis heureuse ? Comment ne pas l'être, après avoir gagné ce beau poste de télévision Schneider, qui agrémente mes soirées ?... »

C'est en ces termes que Mme Katocher-Baron, ouvrière à domicile dans le 11^e arrondissement, nous a exprimé sa reconnaissance pour le M.R.A.P. Elle est, vous l'avez deviné, l'heureuse gagnante du gros lot auquel donnaient droit les bons de soutien édités l'an dernier par notre Mouvement.

« Je reprendrai 10 bons de soutien cette année, nous a-t-elle encore déclaré : si par hasard je gagnais une croisière en Grèce !... »

Elle a convenu, toutefois, qu'il serait juste que la chance fasse d'autres gagnants.

C'est dans quelques jours que vont sortir les bons de soutien édités par le M.R.A.P. pour 1958. Nous sommes certains que les antiracistes les achèteront en grand nombre et les diffuseront activement pour assurer à notre combat les fonds sans lesquels il ne pourrait se développer.

Ils auront peut-être la chance de la gagner, cette croisière en Grèce. Ou alors le magnétophone. Ou la caméra, ou l'un des cinquante autres lots...

Nous leurs souhaitons bonne chance... et bon travail en faveur de notre Mouvement.

Hâtez-vous, chers amis, de passer vos commandes au M.R.A.P., 15, Faubourg Montmartre, Paris-9.

TOURISME ET TRAVAIL

ATTENTION :

Indispensable et Attendue

notre PLAQUETTE
Programme 1958
PARAIT

— Adhérents en retard pour renouveler vos adhésions.
— NE TARDEZ PAS A LE FAIRE
— Collectivités, Comité d'Entreprise,

PASSEZ VOS COMMANDES
DE PLAQUETTES.

Pour tous renseignements :
TOURISME ET TRAVAIL
1, rue de Châteaudun
PARIS-9^e

Tél. : TRU. 78-70 de 12 heures
à 19 heures.

Il y a 200 ans naissait

ROBESPIERRE

qui voulut "rendre au bonheur et à la dignité" les juifs et les hommes de couleur



Il en est du destin des commémorations comme de celui des hommes : un feu de paille qui prélude à un insondable oubli. Qui se souvient du centenaire de l'abbé Grégoire, célébré en 1931 ? On y parla bien peu de Robespierre, et cependant tous deux avaient soutenu, de 1789 à 1791, les mêmes luttes et combattu au nom des mêmes principes ; tous deux s'étaient faits les avocats des déshérités, dont « la cause était celle de l'humanité », et leur nom demeure lié à l'émancipation des juifs et des noirs.

La Déclaration de 1789 ne proclamait-elle pas que « les hommes naissent libres et égaux en droits » ? Aucune considération de race, de religion, de couleur, ne devait donc atténuer la portée de cette loi naturelle. Cette position était celle que Robespierre avait prise dès le début de la Révolution ; elle était sienne avant même que se réunissent les Etats généraux et il la réaffirmait en juillet

Il y a tout juste deux cents ans, naissait à Arras, le 6 mai 1758, Maximilien Robespierre, qui allait devenir la figure de proue de la Révolution Française.

De nombreuses initiatives sont prévues pour célébrer cet anniversaire : émissions radiophoniques, édition de plusieurs ouvrages, colloque international d'historiens, réalisation d'un grand film (confiée à Claude Vermorel), érection d'un monument, etc...

M. Marc BOULOISEAU, chef de travaux au Centre National de la Recherche Scientifique, secrétaire du Comité de patronage du bicentenaire de Robespierre, a bien voulu écrire pour « Droit et Liberté » l'article que nous publions ici.

coloniale. Les résistances furent décuplées par l'importance de l'enjeu.

Et cependant, les revendications sur lesquelles la Constituante devait se prononcer concernaient le seul droit de vote. Le 23 décembre 1789, comédiens, protestants et juifs le réclamèrent. A propos de ces derniers surtout, le débat s'anima et, après le comte de Clermont-Tonnerre, Robespierre prit leur défense. « Comment a-t-on pu, s'écria-t-il, opposer aux juifs les persécutions dont ils ont été victimes chez différents peuples ? Ce sont au contraire des crimes nationaux que nous devons expier en leur rendant les droits imprescriptibles de l'homme dont aucune puissance humaine ne pouvait les dépouiller. On leur impute encore des vices, et l'esprit de secte et d'intérêt les exagère, mais à qui pouvons-nous les imputer si ce n'est à nos propres injustices ? Après les avoir exclus de tous les honneurs, même des droits... l'estime publique, nous ne leur avons laissé que les objets de spéculations lucratives ? Rendons-les au bonheur, à la patrie, à la vertu, en leur rendant la dignité d'hommes et de citoyens ; songeons qu'il ne peut jamais être politique, quoiqu'on puisse dire, de condamner à l'avisement et à l'oppression, une multitude d'hommes qui vivent au milieu de nous. Comment l'intérêt social pourrait-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice et de la raison, qui sont les bases de toute société humaine ? »

Cependant, rien ne fut décidé et le 28 janvier 1790, Robespierre intervint encore : les juifs d'origine ibérique établis à Bordeaux, Bayonne et Avignon furent admis dans la communauté française. Mais il fallut attendre au 28 septembre 1791 pour aboutir à une solution générale.

Quant aux vœux des hommes de

couleur, ils se heurtaient à l'intransigeance des colons blancs qui bénéficiaient à Paris de protections puissantes, et de soutiens nombreux dans la Constituante. La lutte fut donc particulièrement sévère. Robespierre la mena avec Grégoire, tous deux membres des « Amis des Noirs ». Ils intervinrent longuement, d'abord les 12 et 13 mai 1791 pour empêcher le Comité colonial de l'Assemblée et les assemblées des colonies composées de colons blancs ou de leurs amis, de réviser les projets relatifs aux hommes de couleur. « Vous perdriez vos colonies, vous dit-on, si vous ne dépouilliez point les citoyens libres de couleur des droits politiques », souligna Robespierre. Pourquoi les perdriez-vous ? C'est parce qu'une partie des citoyens des colonies, que l'on appelle les Blancs, veulent obtenir exclusivement ces droits pour eux-mêmes. Je demande que l'on ne compromette pas les intérêts les plus chers de l'humanité, les droits sacrés d'une portion intéressante de nos concitoyens, à une classe d'hommes qui ne parle devant vous que pour obtenir le droit de dominer sur eux, et de les opprimer impunément ». Puis, il ajouta, le lendemain, cette phrase qu'on lui reprocha si longuement en la dénaturant : « Périssent les colonies si l'on doit vous en coûter votre bonheur, votre gloire, votre liberté ! Je le répète : périssent les colonies si les colons veulent par les menaces, nous forcer à décréter ce qui convient le plus à leurs intérêts ! »

L obtint gain de cause contre les Lameth et leurs amis ; le 15 mai, la Constituante accorda aux gens de couleur libres leurs droits politiques. L'opposition n'était cependant pas désarmée ; maîtres des colonies, les Blancs rendirent le décret inopérant, et le 15 septembre 1791,

Robespierre dut intervenir violemment contre Alexandre de Lameth et Barnave, puis le 24, alors que l'on prétendait ne conserver aux hommes de couleur que leurs droits civils. « Mais, qu'est-ce qu'un homme privé des droits de citoyen actif dans les colonies sous la domination des Blancs, s'exclama-t-il. C'est un homme avili, dont la destinée est abandonnée aux caprices, aux passions, aux intérêts d'une caste supérieure ». Et il terminait ainsi son long discours : « ... Moi, dont la liberté sera l'idole, moi qui ne connais ni bonheur, ni prospérité, ni moralité pour les hommes ni pour les nations sans la liberté, je déclare que j'abhorre de pareils systèmes et que je réclame votre justice, l'humanité, la justice et l'intérêt national en faveur des hommes libres de couleur »

Malgré les applaudissements de l'Assemblée, il ne fut pas suivi. Il fallut, là encore, attendre jusqu'au 24 mars 1792 pour que, sur les propositions de Gensonné et de Vergniaud, la Législative reconnaisse « que les mulâtres et les nègres libres jouiront des mêmes droits que les Blancs ».

Rappelons enfin ces passages du projet de Déclaration des Droits présenté en 1793 par Robespierre :

« Art. 34. — Les hommes de tous les pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens d'un même Etat.

« Art. 37. — Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme, doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles ».

par
MARC BOULOISEAU
Chef de Travaux au C.N.R.S.

1791, lorsqu'il écrivait dans son « Adresse aux Français » : « Je n'ai pas regardé la Déclaration comme une vaine théorie, mais bien comme des maximes de justice universelles, inaltérables, imprescriptibles, faites pour être appliquées à tous les peuples ».

QUELLE était la situation en 1789 ? L'ancien régime pratiquait la ségrégation raciale et religieuse. L'édit de 1787 excluait des administrations les non-catholiques. Dans nos colonies, les hommes de couleur libres en étaient aussi écartés, et les esclaves considérés comme un véritable bétail humain. Aux considérations sociales se mêlaient des questions d'intérêt. Il s'agissait de sauvegarder les situations acquises, de maintenir les formes de l'exploitation

Un virus dont il faut protéger nos enfants : le racisme

FAUT-IL donc placer ce mois de mai 1958, 13^e anniversaire d'un armistice qui semblait la victoire de la vérité et de la liberté sous le signe de la lutte contre le racisme ? Qu'il s'agisse des brutalités dans un commissariat du 4^e arrondissement, de l'orientation d'une certaine presse, du drame algérien, de la grâce stupéfiante de tortionnaires nazis, il apparaît que les ennemis de la République font du racisme et de l'antisémitisme leur cheval de bataille.

Est-ce à dire que l'opinion publique est contaminée, polarisée au point d'accepter cette propagande ? Je ne le crois pas et une expérience dont je viens d'avoir les résultats confirme cet avis.

J'avais, en juillet dernier, à la demande du M.R.A.P., eu l'occasion de faire, devant une centaine de moniteurs et monitrices en stage de formation avant de partir pour l'été encadrer les colonies de vacances de la Régie Renault, une causerie-débat sur la question du racisme. Ceci parce que les organisateurs de ces colonies pensaient que la présence de nombreux enfants de travailleurs nord-africains pourrait poser des problèmes. Ces jeunes gens, étudiants à l'Université ou élèves d'écoles normales d'instituteurs en province, avaient

suivi sérieusement mon exposé. Mais j'avais l'impression, en parlant, de faire beaucoup plus un cours à de grands élèves sur une question historique que de débattre d'un problème actuel tant leurs réflexions indiquaient que le racisme leur apparaissait comme un moyen employé par une minorité d'êtres méprisables à l'usage des ignorants pour des fins grossières et barbares.

A la fin des vacances et de leurs responsabilités, un certain nombre de ces jeunes répondirent à un questionnaire relatif aux manifestations du racisme dans la jeunesse.

Généralement, tous constatent la présence d'enfants noirs et nord-africains dans le groupe dont ils s'occupaient. Cette présence va de soi pour les autres enfants. Ne fréquentent-ils pas la même école publique et leurs pères ne sont-ils pas ouvriers d'une même entreprise ? A aucun moment on ne relève de mépris d'enfant à enfant. Mais une flambée d'un instant, au cours d'une dispute, et jaillit l'injure entendue dans la bouche de grandes personnes : « Sale bicot ! ».

Pour les moniteurs, bien plus grave encore que les expressions des adultes enregistrées et admises, apparaissent les journaux d'enfants où l'ennemi dans les récits de bagarre est toujours jaune,

noir, indien. Il s'agit aussi de Russes mais sans personnage dessiné : ils sont décrits comme des cerveaux qui font agir les cruels et fourbes hommes de couleur.

Les réactions des moniteurs m'ont semblées à la mesure de leur vocation d'éducateurs. Chacun dans sa réponse, signale qu'il n'a jamais grossi l'incident, mais qu'il ne l'a

par
Lucie AUBRAC
Agrégée de l'Université

jamais ignoré, qu'il n'en a jamais fait l'occasion d'une leçon de morale formelle, mais que, par des chants, des jeux, des gravures, il a su intéresser ces gosses à d'autres civilisations et les amener à trouver naturellement l'identité entre les hommes, d'où découle bien entendu compréhension et amitié. Combien est touchante, à la colonie du Fayet, l'amitié entre Bernard, l'étourneau, qui oublie chaque matin ses lunettes et Saïd son voisin de dortoir, qui avait pris la responsabilité de les lui poser sur le nez dès la toilette finie !

Du sérieux des réponses qui sont arrivées découle pour nous, adultes, plus d'une leçon. Combien de lecteurs de ce journal, convaincus que le racisme est une des hontes de

l'humanité, se soucient des lectures de leurs enfants ? Combien acceptent l'abonnement à ces journaux dits « d'enfants » qui, semaine après semaine, habituent leur gosse — blanc — à se considérer comme un surhomme, à juger en coupables de toutes les traîtrises ceux qui n'habitent pas son pays et dont la peau est d'une autre couleur ? Ont-ils songé, ces parents qui sont courageusement contre les guerres, que cette presse enfantine habitue tout doucement leur enfant à l'idée qu'il sera un héros si on l'envoie tuer, exterminer, brûler, dans un pays dont les habitants lui ont toujours été montrés comme des êtres inférieurs ?

Les fascistes le savent bien, et leurs méthodes n'ont pas besoin de se renouveler au long de l'histoire : mépriser et tuer qui n'adore pas le même dieu, qui ne parle pas la même langue, qui, en somme, est d'une autre race.

Toutes les périodes de crises sont l'engrais du racisme : si les salaires ne montent pas au rythme des prix, c'est évidemment la faute du commerçant juif qui, en réalité, ne peut joindre les deux bouts tandis que l'industriel continue à compter de confortables bénéfices ; si les stocks de blé augmentent en Amérique, c'est bien entendu parce

que 600 millions de Chinois mangent du riz et que 320 millions d'Hindous meurent de faim faute d'avoir des dollars pour acheter ce blé. Et si le vin augmente chaque semaine, inutile de chercher loin : les musulmans ont une « curieuse » religion qui interdit l'usage des boissons alcoolisées, et les millions engloutis dans la guerre d'Algérie ne sont pas en cause...

Après la tentative d'assassinat dont fut victime le docteur Hovnanian, député de Seine-et-Oise, un comité de défense des libertés républicaines fut créé autour d'Engghien-les-Bains. A chaque adhésion, le bon sens s'exprimait : « On commence par Hovnanian en insistant sur ses origines ; si nous restons indifférents, demain ce sera notre tour ». C'est ainsi que se remplissent les camps de concentration et que s'alimentent les jours crématatoires.

Voilà bien des réflexions que chaque lecteur a déjà faites. Ajoutons-y la conscience d'un engagement, tant reste vrai ce qu'affirmait Pascal quand Louis XIV fit brûler ses « Provinciales » : « Chaque fois que l'on touche à la dignité et à la liberté d'un homme, je sais que ma dignité et ma liberté sont en danger ».